

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 6 OCTOBRE 1990

## LE REMANIEMENT

## Les ministres qui bougent

JOHN CIACCIA  
Affaires  
internationalesSAM ELKAS  
TransportsCLAUDE RYAN  
Sécurité publique,  
Affaires municipales,  
responsable de la  
Charte de la langue  
françaiseLAURENCE  
CANNON  
CommunicationsNORMAND  
CHERRY  
Travail, délégué  
aux Communautés  
culturellesMARC-YVANCÔTÉ  
Santé et Services  
sociaux, délégué à  
la Réforme électorale,  
responsable de la  
Condition des aînésLIZA FRULLA-  
HÉBERT  
Affaires culturellesROBERT  
MIDDLEMISS  
Délégué aux  
TransportsMICHEL PAGÉ  
Éducation, leader  
parlementaireYVON PICOTTE  
Agriculture, Pêches et  
Alimentation,  
responsable du  
développement  
régionalLUCIENNE  
ROBILLARD  
Enseignement  
supérieur et  
ScienceRAYMOND SAVOIE  
Revenu,  
responsable des  
lois  
professionnellesCHRISTOS SIRROS  
délégué aux  
affaires  
autochtonesYVON VALLIÈRES  
délégué  
responsable des  
Pêches, délégué au  
Développement  
régional

## Ceux qui ne bougent pas

- Robert Bourassa: premier ministre
- Lise Bacon: vice-premier ministre, Énergie et Ressources
- Gaston Blackburn: Loisirs, Chasse et Pêche
- André Bourbeau: Main-d'œuvre, Sécurité du Revenu et Formation professionnelle
- Albert Côté: délégué aux Forêts
- Robert Dutil: Approvisionnements et Services
- Monique Gagnon-Tremblay: Communautés culturelles et Immigration
- Daniel Johnson: Conseil du Trésor, délégué à l'Adminis-

- tration et à la Fonction publique
- Gérard D. Levesque: Finances
- Pierre Paradis: Environnement
- Gil Rémillard: Justice, délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
- Guy Rivard: Délégué à la Francophonie
- Louise Robic: déléguée aux Finances
- Gérard Tremblay: Industrie, Commerce et Technologie
- Violette Trépanier: déléguée à la Condition féminine, responsable de la Famille
- André Vallerand: Tourisme

## Ryan n'a pas l'intention de «donner un coup de balai» ou de faire rouler des têtes

ANDRÉ PÉPIN  
du bureau de La Presse  
À QUÉBEC

Le nouveau ministre des Affaires municipales et de la Sécurité publique, M. Claude Ryan, affirme que, dans le dossier strictement policier, il ne se donne pas de mandat précis pour le moment. Il précise ne pas se présenter avec «un balai pour faire le ménage» et trouverait «ridicule» de faire tomber la tête de Robert Lavigne, directeur de la Sûreté du Québec et, ce, même si des erreurs de parcours ont été commises.

«Si vous voulez mon opinion, moi qui ai assisté à l'ensemble des réunions du comité de crise, il n'y aura pas beaucoup de matière pour mener une enquête sur les gestes posés par la SQ», a déclaré M. Ryan, juste après avoir prêté serment, hier, comme nouveau titulaire des deux ministères.

Il convient cependant, de concert avec le premier ministre Robert Bourassa, que la tenue d'une commission parlementaire pourrait permettre de dégager des conclusions intéressantes sur l'ensemble de la gestion de cette crise autochtone qui a secoué le Québec l'été dernier et qui, hier, nécessitait l'annonce d'un remaniement ministériel.

M. Ryan admet cependant que le directeur de la Sûreté du Québec, M. Robert Lavigne, a commis «une erreur» en émettant un communiqué, durant la crise, blâmant les médias anglophones qui se vengeaient, selon lui, sur le dos de la SQ pour l'échec des pourparlers constitutionnels. «C'est une erreur et il connaît très bien mon opinion à ce sujet. Mais tout le monde, y compris les ministres, commettent des erreurs. Je vais étudier la situation. Durant 78 jours, le comportement de la SQ a été irréprochable, au moins durant 76 jours», a déclaré le ministre.

«Il y a eu des erreurs de parcours, j'en conviens. Mais on ne fait pas une enquête royale parce que le directeur de la SQ a émis un communiqué qui ne fait pas mon affaire. Il faut avoir le sens des proportions», a ajouté M. Ryan. Selon moi, il serait ridicule de faire perdre l'emploi à M. Lavigne pour cette raison, mais nous allons examiner l'ensemble du contexte», a-t-il promis. «Si l'ensemble du dossier a été bien mené, ne me demandez pas de tenir une enquête qui va me mobiliser durant six mois ou un an», a

tranché M. Ryan, avant de se rendre, dès hier après-midi, rencontrer les hauts fonctionnaires de ses deux nouveaux ministères.

Ce n'est donc pas avec la poigne très dure qu'on l'accuse d'exercer partout où il passe que M. Ryan entreprend de diriger les troupes policières. Selon le vœu du premier ministre, le nouveau ministre devra surtout veiller à combler les nouveaux besoins de la société en matière de sécurité publique, notamment en ce qui concerne les jeunes ou encore de l'intégration des ethnies aux forces policières.

## L'administration

Au-delà de l'autorité politique qu'il pourra imposer au sein des forces policières québécoises, il faut voir dans la nomination de M. Ryan à la tête de ces deux ministères, la volonté bien arrêtée du gouvernement de revoir le financement des corps policiers, non pas seulement de la SQ, mais de l'ensemble des corps de police municipaux.

Une des premières tâches auxquelles veut s'astreindre M. Ryan, dès ce week-end a-t-il promis, est l'analyse rigoureuse des engagements financiers du gouverne-

ment pour les deux ministères. «Je veux voir quels étaient nos engagements, ce que nous avons fait jusqu'à maintenant et ce que nous pouvons faire», a déclaré M. Ryan.

Plusieurs villes du Québec qui comptent plus de 5000 habitants ne sont toujours pas dotées de corps de police et recourent à la SQ pour assurer leur sécurité. Un comité «très important» a dit M. Ryan, revêt actuellement le financement mais il est trop tôt pour tirer des conclusions.

L'union des municipalités a d'ailleurs rappelé, hier après-midi, que le ministre des Affaires municipales est également président du comité ministériel sur la révision du partage des responsabilités Québec-municipalités. L'UMQ compte sur le sens des responsabilités de M. Ryan, sa force morale et son sens de l'équité. «Les élus municipaux n'ont pas à craindre pour rien. Leur serviteur aura bien sûr des échanges sincères avec eux», a dit M. Ryan, hier.

Sur ces points, l'opposition péquiste a d'ailleurs vivement réagi hier à la nomination de M. Ryan. Le député de Joliette, M. Guy Chevrette, a déploré que le minis-

tre Ryan soit ramené au rang de «ministre de la Sécurité politique» du gouvernement. «Après avoir été le maître d'oeuvre de la réouverture du champ d'impôt foncier qui a brisé le pacte Québec-municipalités de 1980, le député d'Argenteuil se retrouve maintenant grand patron des municipalités», a regretté M. Chevrette.

Avant d'entreprendre vraiment l'examen de ses nouvelles responsabilités, M. Ryan s'est adressé à la plupart de ses collaborateurs à l'Éducation et à l'Enseignement supérieur pour les remercier et exprimer son regret de quitter ces fonctions qu'il a remplies, dit-il, avec beaucoup de joie. Puis il a eu ce mot révélateur: «Un homme politique doit oublier ses préférences pour servir, demeurant toujours disponible.» Visiblement, c'est à regret que M. Ryan quitte ses fonctions pour aborder des responsabilités tout à fait nouvelles et très différentes.

## Regrets à l'éducation, réjouissance aux affaires municipales

MARIO FONTAINE

Si le monde de l'éducation s'attriste du départ de Claude Ryan, celui des affaires municipales se réjouit de voir celui qui apparaît comme l'homme de confiance du premier ministre Bourassa prendre les commandes de ce milieu en crise.

Les deux principaux organismes concernés, l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et l'Union des municipalités régionales de comté (UMRCQ), se félicitaient en effet, hier, de la nomination de M. Ryan comme titulaire des Affaires municipales.

«Nous voilà enfin avec un ministre sénior, reconnu pour sa crédibilité et sa rigueur. C'est une bonne nomination. On souhaite que M. Ryan sera un aussi bon défenseur de la cause municipale qu'il a été un bon défenseur de la cause scolaire», a déclaré le vice-président de l'UMQ, le maire de Laval Gilles Vaillancourt.

Yvon Picotte a été un excellent défenseur des municipalités, reconnaît-il, mais le dossier crucial du partage des responsabilités entre Québec et les administrations locales reste entier. Un point que soulève également l'UMRCQ.

Au dire de son président, Roger Nicolet, il ne fait pas de doute que le ministre Ryan constituera un interlocuteur précieux pour le monde municipal, en froid avec le premier ministre Bourassa depuis qu'il a balayé une partie de son déficit dans leur cour, en juin dernier.

Le maire de Montréal, Jean Doré, a de son côté fait état de l'intelligence et de l'intégrité de M. Ryan, et ose croire que sa nomination démontre la volonté du gouvernement d'entamer des négociations fructueuses avec les municipalités.

Pour s'occuper de ses nouvelles fonctions, M. Ryan a dû se départir des ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, qui vont respectivement à Michel Pagé et Lucienne Robillard.

À peine nommé, M. Pagé se faisait rappeler par la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec la nécessité d'investir davantage dans ce secteur stratégique. Le président de l'organisme, Guy d'Anjou, convient que le contexte n'est pas très favorable mais estime que lorsqu'il est question de l'éducation d'une population, on ne doit pas parler de dépense mais d'investissement.

Aux yeux de M. d'Anjou, M. Pagé est un homme actif, et il a confiance de voir les dossiers bien pilotés au conseil des ministres. «M. Ryan était très honnête et très franc. Il y avait des coups de barre à donner, il l'a fait», dit-il.

Le directeur de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ), Patrick Kennis, assiste quant à lui avec regret au départ de Claude Ryan qui, dit-il, a été très présent dans le milieu. Également recteur de l'université Concordia, il a confiance de voir M. Robillard assurer une bonne succession.

Car de nombreux dossiers restent en suspens dans le domaine de l'enseignement supérieur. Le sous-financement par exemple, les déficits accumulés, le statut des chargés de cours, la charge de travail des professeurs, etc.



Deux des recrues du premier ministre Bourassa, Lucienne Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, reçoit l'accroche du nouveau ministre des Communications, Laurence Cannon.

PHOTO REUTER

## Les policiers déplorent la nomination d'un ministre à temps partiel

ANDRÉ PÉPIN  
du bureau de La Presse  
À QUÉBEC

Les milieux policiers, particulièrement la Sûreté du Québec, reçoivent favorablement la nomination de M. Claude Ryan à la tête du ministère de la Sécurité publique, mais on déplore que le premier ministre n'ait pas nommé un ministre chargé exclusivement de la chose policière.

Le directeur de la SQ, M. Robert Lavigne, s'est pour sa part gardé d'émettre le moindre commentaire sur cette nomination, profitant hier d'une journée de repos après plusieurs semaines de travail intense exigé par la crise autochtone.

Dans l'entourage de M. Lavigne, on sait très bien cependant qu'un examen rigoureux sera fait prochainement de toute la gestion de l'importante intervention policière des dernières semaines. «Des sollicitateurs, on en a vus et on en verra d'autres», a simplement indiqué un collaborateur de M. Lavigne qui dit n'éprouver au-

cune crainte au sujet de cette nomination.

Chez les policiers de la base, regroupés dans l'Association des policiers provinciaux, on indique cependant qu'il eût été plus que souhaitable que la Sécurité publique soit confiée à un ministre qui pourrait s'y consacrer à temps plein.

«Nous entreprenons d'importantes réformes, qui prévoient entre autres la régionalisation des services, mais le premier ministre ne croit pas qu'il est temps que le responsable de la Sécurité publique n'ait qu'une seule tâche», a indiqué M. Jocelyn Turcotte, président de l'association des policiers.

M. Turcotte, soulignant que plusieurs policiers sont encore affectés aux territoires autochtones de la région de Montréal, refuse pour le moment de blâmer qui que ce soit dans la gestion de la crise, mais il dit espérer que l'enquête qui sera menée, par le biais d'une commission parlementaire, fera toute la lumière.

«Nous voulons savoir qui a

commandé l'assaut du 11 juillet à Oka et qui, le 11 août, a demandé l'intervention à Saint-Louis-de-Gonzague qui a dégénéré en affrontement sur le pont de l'endroit. On parle beaucoup de la responsabilité de la police, mais le gouvernement avait-il également son mot à dire», questionne M. Turcotte.

M. Turcotte croit que tous les policiers du Québec — ils sont 14 000 — ont besoin d'un ministre à plein temps, au moment où s'amorce des changements importants, notamment en ce qui a trait au nouveau code de déontologie policière et des véritables tribunaux d'examen des plaintes des citoyens.

Il dit ne pas être inquiet par la réputation de gestionnaire sévère dont jouit M. Ryan. «Nous voulons collaborer avec le gouvernement dans l'ensemble des dossiers. Quant à la réputation de gestionnaire sévère de M. Ryan, nous allons le rencontrer et constater ses intentions. Nous n'avons aucunement l'intention de le juger sévèrement dès maintenant.

## Christos Sirros, un néophyte dans la tourmente autochtone

DENIS LESSARD  
du bureau de La Presse  
À QUÉBEC

Sans expérience dans les dossiers autochtones, Christos Sirros a accepté le pari d'être celui qui tentera de panser les plaies de la crise Mohawks. «Il peut y avoir réconciliation si nous comprenons tous que l'avenir du Québec doit inclure les autochtones», soutenait-il, hier, après avoir prêté serment comme successeur de John Ciaccia.

«Je suis pragmatique, je sais que ce sera difficile», reconnaissait M. Sirros, représentant de Laurier, que rien ne destinait jusqu'ici à reprendre le dialogue rompu avec les Amérindiens.

Premier défi, les discussions qui s'annoncent ardues avec les Cris qui s'opposent au développe-

ment de la seconde phase de la Baie James, un projet prioritaire du gouvernement. «Je ne vois pas cela en terme de bataille (avec le titulaire de l'Énergie, Lise Bacon)», prévient-il. Selon certains, devenu trop près des autochtones, John Ciaccia risquait d'appuyer trop facilement l'opposition des Cris au projet.

Comme John Ciaccia, Christos Sirros, 42 ans, est un allophone parfaitement à l'aise en anglais, une aptitude essentielle pour négocier avec les autochtones. À la différence de son prédécesseur, qui disposait de deux décennies d'expérience auprès de cette communauté, M. Sirros toutefois en sera à ses premières armes.

M. Ciaccia avait été sous-ministre des Affaires indiennes à Ottawa, le bras droit du ministre Jean Chrétien. Il avait été l'un des artisans de la Convention de la Baie

James, l'entente conclue en 1975 avec les Cris en compensation du développement hydroélectrique de la Baie James.

Interrogé hier sur la préparation du ministre Sirros face à ces nouvelles responsabilités, M. Bourassa a relevé son expérience auprès des communautés culturelles. «Il est surtout très motivé pour relever ce défi fondamental», a soutenu M. Bourassa.

## Joe Norton: le départ de Ciaccia est une perte

Le grand chef du Conseil de bande de Kahnawake, Joe Norton, considère que le départ de John Ciaccia des Affaires autochtones est une «perte» pour «beau coup de gens».

«Je crois que d'un point de vue humain, M. Ciaccia a fait de son mieux pour tenter de mettre fin

au conflit de façon pacifique et, malheureusement, il est victime des circonstances», a déclaré hier M. Norton.

Ce dernier admet que M. Ciaccia a perdu une partie de ses appuis dans les milieux autochtones pendant la crise. Mais une fois la poussière retombée, les gens mo-

difieront leur jugement. «Je crois qu'après réflexion, les gens vont réaliser que M. Ciaccia, dans les circonstances, et compte tenu de la pression, a fait son travail, ce qu'il croyait être la meilleure chose.»

Son successeur, Christos Sirros, est inconnu du chef Norton.

**Vers le Moyen-Orient**

Des militaires canadiens ont pris place, hier à la base de Lahr, en Allemagne, à bord de Hercules de transport, en route vers le Qatar. Ils font partie du contingent de 550 militaires canadiens devant servir de groupe de logistique à l'escadrille de CF-18 que le Canada dépêche dans ces régions pour protéger ses bâtiments participant au blocus de l'Irak et du Koweït Occupé.

PHOTOLASER AP



**Pour avoir brisé la ligne du parti, la députée de Louis-Hébert est ostracisée par ses collègues**

MARIO FONTAINE

Le député conservateur de Louis-Hébert, Mme Suzanne Duplessis, n'a pas l'intention de démissionner du caucus conservateur même si elle a voté contre son gouvernement cette semaine et appuyé un amendement du Bloc québécois.

«Il y a encore de la place au gouvernement pour moi», croit cette secrétaire parlementaire. Elle reconnaît toutefois que si son geste lui a valu un appui massif dans son comté, elle a aussi dû essuyer les reproches de ses collègues.

Mme Duplessis a appuyé un amendement du Bloc québécois mercredi. Cet amendement visait à permettre aux entreprises canadiennes de répondre à un appel d'offres pour la construction de cinq super-modules destinés au projet d'exploitation des gisements pétroliers d'Hibernia, au large de Terre-Neuve, avant d'offrir ces lucratifs contrats aux entreprises étrangères.

Unique conservatrice à avoir brisé la ligne de parti, Mme Duplessis a été ostracisée par ses collègues: «Je me suis fait invectiver, fait dire toutes sortes de choses. Il y en a qui ne me parlent plus, qui ne sont pas très gentils à mon endroit. Ça a été l'enfer pour moi aux Communes. Si j'avais été cardiaque, j'aurais été terrassée!», expliquait-elle hier en entrevue.

Mme Duplessis serait étonnée que le gouvernement ou le Parti conservateur lui signifie son congé parce qu'elle a défendu les travailleurs ordinaires. Sa circonscription n'est guère éloignée du chantier de la MIL Davie, de Lévis-Lauzon, de l'autre côté du fleuve. Une firme déjà très éprouvée et au carnet de commandes squelettique.

Selon le projet conservateur, un seul des cinq super-modules sera construit au Canada, plus précisément à Terre-Neuve. Les entreprises canadiennes et étrangères pourront soumissionner pour un autre module, tandis que les trois autres seront obligatoirement construits à l'étranger. Le ministre responsable prétend que l'industrie canadienne n'a pas l'expertise technique pour mener ces travaux à terme, ce que con-

teste l'Association canadienne des chantiers maritimes.

La MIL Davie, entre autres, a déjà construit des plates-formes de forage, et bénéficie de licences pour le transfert de technologies de chantiers spécialisés dans ce type de travaux. D'où l'amendement présenté par l'indépendantiste Louis Plamondon, et auquel le NPD — outre Mme Duplessis et les députés du Bloc québécois — a donné son appui.

Le député de Louis-Hébert refuse de juger ses collègues conservateurs, qui ont refusé de donner priorité aux entreprises canadiennes dans ce méga-projet évalué à 5,2 milliards de dollars. Mais elle ne regrette aucunement son geste.

**Constitution: la belle unanimité est rompue**

DENIS LESSARD  
du bureau de La Presse  
À QUÉBEC

La belle unanimité qui régnait jusqu'ici, entre le gouvernement et l'opposition quant à la commission parlementaire élargie sur la constitution, s'est rompue hier.

Le Parti québécois a dénoncé violemment le choix de deux des quatre candidats retenus par le premier ministre Bourassa pour représenter la communauté des affaires au sein de cette commission d'enquête.

À l'approche de la première réunion de travail à huis clos des 35 membres du groupe, mardi prochain, M. Bourassa a hier annoncé les quatre candidats retenus pour représenter la communauté des affaires.

Comme prévu, Ghislain Du-four, président du Conseil du patronat fera partie du groupe. De plus, on a nommé une représentante anglophone, la vice-présidente du Board of Trade, Mme Sheryl Campbell-Steers, une comptable de Montréal.

Pour assurer une représentation des régions, le Québécois Charles-Albert Poissant (président de Donohue) et Marcel Beaudry, un homme d'affaires de l'Outaouais, ont été retenus, a révélé M. Bourassa.

Selon la loi 90 adoptée début septembre dans un rare moment d'unanimité à l'Assemblée nationale, les nominations à la commission relèvent du premier ministre après consultation avec le chef de l'opposition. Après une partie de bras de fer sur le choix des co-présidents, MM. Michel Bélanger et Jean Campeau, le gouvernement et l'opposition avaient paru s'entendre sur le reste des membres.

**Pour leurs états de service**

L'annonce de M. Bourassa hier a suscité une réplique immédiate du Parti québécois, pour qui le choix de MM. Poissant et Beaudry s'explique avant tout par leurs états de service au Parti libéral du Québec. M. Beaudry était l'un des organisateurs des ministres libéraux Gilles Rocheleau et Oswald Parent dans l'Outaouais. «Tout comme M. Poissant, il contribue généreusement à la caisse électorale du PLQ», a soutenu Jean Royer, du cabinet de Jacques Parizeau.

Pour le Parti québécois, les choix de M. Bourassa constituent «une rebuffade inacceptable» à l'endroit du président de la Chambre de Commerce du Québec, M. Jean Lambert, un autre résident de Québec. M. Lambert avait attiré récemment l'attention des médias par un discours singulièrement nationaliste.

Comme M. Bourassa a choisi les représentants de groupes organisés, le Conseil du patronat et le Board of Trade, comment expliquer qu'il puisse boudier la candidature de M. Lambert?, lancent les députés Guy Chevette et Jacques Brassard, les deux membres péquistes du comité directeur de la commission.

Un seul poste reste désormais à pourvoir, celui du représentant du monde de l'enseignement et de la communauté culturelle. La candidature poussée par le Parti québécois, Serge Turgeon, le président de l'Union des artistes, «est toujours considérée», a soutenu M. Bourassa, qui compte cependant convaincre l'opposition d'adopter à M. Turgeon «un commissaire ou un commissaire suppléant» issu du milieu de l'enseignement.

**CLINIQUE MÉDICALE D'AMAIGRISSEMENT**

Dr Jean-Marie Marineau, M.D.      Dr Jacques Lemay, M.D. Omnipraticiens

Montréal: 6716, rue Saint-Denis 274-3561      6520, rue Beaubien est 259-5531

Laval 24, boul. de la Concorde E. 662-2192	Longueuil 3180, ch. Chambly 646-4364	Cartierville 5809, boul. Gouin O. 339-1611	Repentigny 520, rue Notre-Dame 654-0089
--	--	--	---

**INSCRIPTION 1991-1992**  
Première et deuxième secondaire

Le Collège Saint-Louis est une école secondaire d'éducation internationale reconnue par l'Association des écoles internationales (I.S.A.) et dispensant en 1991-1992 l'enseignement en première, deuxième, troisième et quatrième secondaire.

**Les programmes d'études:**  
Les programmes du Ministère de l'éducation du Québec sont utilisés et sont enrichis des contenus et des méthodes élaborés par l'Association des écoles internationales (I.S.A.). Après la cinquième secondaire, l'élève peut obtenir son D.E.S. du Ministère de l'Éducation du Québec et son D.E.S.I. de l'Association des écoles internationales. Une attention particulière est accordée à l'enseignement des langues (3) et de l'informatique.

**Le Projet éducatif:**  
Le projet éducatif qui émane des programmes du Ministère de l'Éducation du Québec est enrichi des grands thèmes suivants:  
— l'apprentissage du travail méthodique et l'acquisition du sens critique;  
— La compétence linguistique en français, anglais et espagnol;  
— L'intégration de l'éducation technologique à l'apprentissage des sciences;  
— La protection de l'environnement;  
— L'implication dans la communauté.

**L'encadrement:**  
Les élèves choisis sont soumis à un encadrement qui exige:  
— Le respect de l'autorité  
— La constance dans l'effort  
— La volonté de réussir.

**Les examens d'admission:**  
Ils auront lieu pour la 1<sup>re</sup> et la 2<sup>e</sup> secondaire les 10 et 17 novembre 1990. Il faut s'inscrire à l'avance à la session d'examen.

**Informations:**  
On obtient le prospectus en téléphonant au 595-2039 et on demande Madame Paule Guay pour tout renseignement.

Le Collège Saint-Louis est une école publique alternative externe de la commission scolaire du Sault-Saint-Louis située au 50 34<sup>ème</sup> avenue Lachine et au 259 rue Jean-Milot à LaSalle (2 cycle). Il n'y a donc pas de frais de scolarité à déboursier.

**LE MANOIR Bois-de-Boulogne**  
(514) 745-3414

GRAND SPÉCIAL 2 MOIS GRATUITS      LOUEZ AVANT LE 1<sup>er</sup> DÉC. 1990

**AU MANOIR BOIS-DE-BOULOGNE, LES ÂMÉS SE SENTENT EN SÉCURITÉ**

LE MANOIR BOIS-DE-BOULOGNE, situé à Ahuntic, offre luxe, confort, toutes facilités, commodités et surtout, les soins et la sécurité dont les aînés peuvent rêver. Studio avec terrasse, cuisine équipée, bain tourbillon, stores vénitiens, système d'interphone et d'alerte relié à la réception, chauffage et électricité inclus.

**2 1/2 avec alcôve à partir de 819\$ par mois**

Option: un repas par jour: 120\$ par mois — deux repas par jour: 240\$ par mois. Sécurité maximum: infirmerie, personnel d'infirmières et préposés à la réception 24 heures sur 24. Accès et couloirs contrôlés par un système de surveillance vidéo. Gicleurs et détecteurs de fumée automatiques dans tout l'édifice. Services bancaires, dépanneur, autobus, salon de coiffure, 12 salons communautaires avec foyer au 10<sup>e</sup> étage, bibliothèque, service de récréologie, de chapelle et bien d'autres avantages encore.

UNE VISITE S'IMPOSE  
au 10005, avenue de Bois-de-Boulogne, à l'angle du boulevard de l'Acadie.  
Des appartements tout neufs vous y attendent.  
OCCUPATION IMMÉDIATE.      INFORMATIONS: (514) 745-3414

**VENTE DE ROTIN**

RÉDUCTION DE 50% À 75% DIRECTEMENT DE L'IMPORTATEUR

MEUBLES ET ACCESSOIRES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE À DES PRIX IMBATTABLES

- DESIGNS TRADITIONNELS ET DERNIER CRI
- COULEURS DES ANNÉES 90
- VASTE CHOIX DE TISSUS DESIGN

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE  
JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS  
VENTE UNIQUE

TÉL.: 273-1013  
Heures: lun., mer. 10-7  
jeu., vend. 10-9  
sam. 9-5

6300, AVENUE DU PARC, 3<sup>e</sup> ÉTAGE  
2 blocs au sud de Jean-Talon, coin Beaubien

**«ACTION»  
«DE GRÂCE»  
AUJOURD'HUI ET LUNDI**

**TOUT À 20% DE RABAIS\***

La vente se termine le lundi 8 octobre.

\*Excluant Le Salon

*Elizabeth Hager*

5256, chemin Queen Mary (près métro Snowdon)      5800, Mail Cavendish Côte St-Luc

**39.50\$** par pers. par pers. double

**OFFRE SPÉCIALE**

C'est la saison des mille couleurs au Manoir Saint-Sauveur. Venez vite en profiter! On vous réserve des moments de toute beauté: promenades dans les feuilles, air pur, détente, chaleur d'un bon feu, grande bouffe... et bonne nuit!

Réservez maintenant, car le nombre de chambres disponibles est limité.

**1-800-361-0505**

**Manoir Saint-Sauveur**  
Réseau Hôtelier Universel

246, Chemin du Lac Millette,  
Saint-Sauveur-des-Monts (Québec) J0R 1R3  
Tél.: (514) 227-1811, de Montréal 848-9111

**Ultramar**

Ultramar a parcouru un long chemin pour devenir la première pétrolière de l'est du Canada. Le cahier trace un portrait de cette entreprise dynamique: entrevue avec le président Guy Archambault, l'ultraservice aux entreprises, au foyer et dans les stations-service, le respect de l'environnement, la raffinerie de Saint-Romuald et la qualité des produits, la Maison Ultramar, nouveau siège social de la compagnie.

**Carrier SPÉCIAL**      **AUJOURD'HUI DANS**      **La Presse**

# Vallières croit toujours en la révolution pour les négligés du système

Pour Paul Rose, la véritable révolution, plus que l'épisode du FLQ, ce fut celle de l'éducation qu'on a rendue accessible à tous

■ Vingt ans après la crise d'octobre, l'écrivain indépendantiste Pierre Vallières croit toujours en la nécessité d'une révolution, armée s'il le faut, pour apporter plus de justice à l'ensemble des citoyens.

«Tout dépend des situations, des groupes concernés. Le recours aux armes est parfois la seule façon de se faire entendre», d'expliquer hier l'auteur de *Nègres blancs d'Amérique*, un ouvrage qui a eu un retentissement considérable dans les années soixante.

Vallières souhaite qu'une révolution en profondeur survienne dans nos sociétés de plus en plus divisées entre riches et pauvres, entre pays du Nord et pays du Sud. Il souhaite que cette révolution soit globale, radicale, profonde. Car, dit-il, des pans entiers de la société sont négligés dans le système actuel. Et on peut s'attendre à d'autres crises si les exclus du pouvoir continuent d'être marginalisés et ignorés des grands médias.

Le plus difficile pour lui, dans le moment, c'est d'assister à la sacralisation du pouvoir économique, où «l'argent est devenu une idole et les hommes d'affaires ses évêques». En ce sens, la composition de la commission parlementaire sur l'avenir constitutionnel du Québec lui semble particulièrement caractéristique, le pouvoir financier y étant massivement représenté alors que les groupes populaires brillent par leur absence.

Il ne faut donc pas dire adieu à la révolution, pour reprendre le thème d'un débat public qui s'est tenu hier soir à l'UQAM et auquel assistaient quelque 300 personnes. Il s'agissait d'une première activité autour du 20<sup>e</sup> anniversaire des événements d'octobre 70, organisée par «Octobre chaud» et dont Pierre Vallières est le représentant.

Un colloque sur le même thème se déroule aujourd'hui au Centre Saint-Pierre, tandis qu'une manifestation est prévue pour le 16 octobre. Les manifestants défilent notamment devant la maison de Pierre Elliott Trudeau puis devant le bureau de Robert Bourassa, les deux premiers ministres aux commandes au moment des troubles.

Les initiateurs d'*Octobre chaud* se demandent comment repenser le projet révolutionnaire dans la conjoncture actuelle, «maintenant que seul l'affairisme semble avoir droit de cité. N'a-t-on d'autres choix que de se plier au capitalisme triomphant?», lit-on dans un communiqué distribué hier.

Selon Manuel Cabieses Donoso, un militant de la gauche radicale chilienne, il convient de faire la révolution soit, mais une révolution faisant preuve de

créativité, qui trouve des solutions nouvelles et originales.

Pour Paul Rose, la véritable révolution, plus que l'épisode du FLQ, ce fut celle de l'éducation qu'on a rendue accessible non pas seulement à une élite mais à tous et qui fut menée par des gens de droite qui n'en réalisaient peut-être même pas les conséquences. «La crise d'octobre, dit-il, est arrivée à un moment de blocage du processus démocratique. On a déstabilisé les comités populaires, on a institué le règlement anti-

manifestation. On nous a enlevé la rue. Je veux bien prendre mes responsabilités dans la Crise d'octobre et je crois les avoir prises, mais il y a toute une responsabilité politique aussi.»

Représentant une quinzaine de féministes issues du mouvement étudiant, Marie-Josée Latour déclenchait un tonnerre d'applaudissements hier à l'UQAM en déclarant que les femmes ne croient pas à la révolution parce que les révolutions ont toujours été faites par les hommes et ne leur ont ja-

mais rien rapporté. «Quels que soient le pays ou l'époque, le patriarcat est un régime d'oppression qui domine la planète depuis des années.»

Se riant un peu des révolutionnaires et gauchistes qui prétendent changer le monde, elle ajoutait: «Avec le mouvement féministe, on peut plutôt parler de mutation, d'un changement graduel mais profond et définitif. En fait, on est en plein processus révolutionnaire et la majorité de la gauche ne le sait même pas.»

## Consommation

Mercredi, dans le cahier consommation, La Presse vous propose Les catalogues: une façon d'accéder à plus de 500 commerces canadiens



Un article signé Danielle Bonneau

La Presse



Si vous attendiez le moment idéal pour investir dans une élégante Jaguar-

# VOICI LE MOMENT RÊVÉ.

Par leur puissance, leur silence et leur élégance classique, les Jaguar représentent dans tous les cas un placement de choix, une valeur des plus avantageuse. Disponibles maintenant à

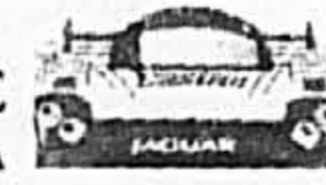
prix attrayants de fin de millésime, voici pour vous une rare occasion de réaliser des économies très réelles. Bref, c'est le moment rêvé d'en acheter une. Contactez un concessionnaire Jaguar aujourd'hui même.



CHAMPIONNE AU MANS

L'ACCORD PARFAIT DE L'ART ET DE LA TECHNIQUE.

CHAMPIONNE A DAYTONA



**Automobiles Élégante**  
4350 est, boul. Métropolitain  
St-Léonard, Québec  
(514) 374-6550

**Les Moteurs Décarie**  
55, rue Gince  
Ville St-Laurent, Québec  
(514) 334-9910

**Jaguar de Québec**  
4475 boul. des Gradins  
Québec, Québec  
(418) 622-3193

**Jaguar d'Ottawa**  
1450 ch. Merivale  
Nepean, Ontario  
(613) 723-0300

# DES APRÈS-MIDI PLEINS D'ESPRIT

## L'ESPRIT ET LA MATIÈRE

Jacques Languirand plonge avec aisance dans les profondeurs de l'âme humaine. Il a le discours et la méthode pour un nouvel art de vivre.



Par quatre chemins  
Du lundi au vendredi 13h04

## ÉTATS D'ESPRIT

Le mot vif. L'œil alerte. L'as de la formule-choc scrute la société qui l'entoure. C'est 100% Bazzo.



Et quoi encore!  
Du lundi au vendredi 14h04

## JEUX DE L'ESPRIT

Extérieur jour. Par ici les sorties! Suivez Winston Mc Quade dans les coulisses du Montréal culturel.



Radar  
Du lundi au vendredi 15h04



Radio-Canada  
CBF 690

ou en parle

### Sommet des femmes du Commonwealth à Ottawa

Agence France-Presse  
LONDRES

Un sommet ministériel consacré au rôle des femmes dans le développement économique sera organisé du 9 au 12 octobre à Ottawa, a indiqué, à Londres, le secrétaire du Commonwealth.

Ce sommet, auquel participeront les ministres chargés de la condition féminine dans les 50 pays membres du Commonwealth, sera officiellement ouvert par le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney. L'égalité professionnelle sera notamment évoquée au cours des débats.

## La compétence de la Commission d'appel de la CSST est contestée

### Les pouvoirs de cet organisme seraient incompatibles avec la Charte des droits et libertés

**NORMAN DELISLE**  
de la Presse Canadienne  
QUÉBEC

Un avocat de Québec spécialisé dans les causes d'accidents de travail demande aux tribunaux de se prononcer sur la constitutionnalité de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles.

Dans une cause qu'il vient d'inscrire en Cour supérieure, Me Marc Bellemare affirme que les articles de loi qui créent cet organisme quasi-judiciaire en 1985 sont incompatibles avec la Charte des droits et libertés de la personne et demande au tribunal de statuer sur la compétence de cette Commission.

Me Bellemare a entrepris cette cause pour défendre son client, Jacques Soucy, un gardien de la paix blessé en 1987 au Centre de détention de Québec en tentant

de faire entrer un détenu dans sa cellule.

M. Soucy a eu droit de prestations d'accidenté du travail jusqu'en 1988 mais a contesté la décision de la CSST de mettre alors fin au versement de ces prestations.

La cause a été portée devant la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles et c'est lors de l'audition de cette cause devant le commissaire Michel Renault que se sont déroulés les incidents que Me Bellemare raconte dans sa requête.

Le commissaire aurait accepté en preuve un rapport médical produit cinq minutes avant l'audition de la cause. Or l'article 417 de la loi stipule que les rapports médicaux qui servent de preuve doivent être produits au moins trois mois avant l'audition de la cause, signale Me Bellemare.

L'avocat de l'accidenté du travail soutient donc que le commis-

saire Renault «a fait preuve de partialité en faveur de l'employeur» par son attitude «parfaitement injustifiée, illégale, abusive et déraisonnable». Il demande que la décision du commissaire Renault soit annulée.

Me Bellemare en profite pour contester la constitutionnalité même de la Commission.

La Commission «ne constitue pas un tribunal impartial et indépendant au sens de la charte des droits et libertés de la personne», déclare l'avocat dans sa requête.

Me Bellemare appuie sa demande sur les faits suivants:

■ La Commission est financée par la CSST elle-même, c'est-à-dire par l'organisme sur les décisions duquel elle doit se pencher. Cette pratique «porte gravement atteinte à son image de tribunal indépendant»;

■ c'est le même ministre, celui de la Justice, qui est responsable à la fois de la Commission, de la

CSST, et qui nomme les commissaires; cette situation «n'offre pas les garanties d'indépendance et d'impartialité» qui permettent de croire que les causes y seront entendues «sans parti pris».

M. Bellemare cite même un mémoire confidentiel présenté au conseil des ministres du Québec par le ministre Gil Rémillard, où l'indépendance de la Commission comme organisme quasi-judiciaire est remise en cause.

L'avocat rappelle que l'article 23 de la Charte québécoise des droits proclame le droit de toute personne «à une audition publi-

que et impartiale de sa cause par un tribunal indépendant».

Me Bellemare conclut sa requête en invitant la Cour supérieure à déclarer l'inconstitutionnalité de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles et à renverser la décision rendue par la Commission contre l'accidenté Soucy.

Créée en 1985, la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles a pour mandat d'entendre les appels interjetés à l'encontre une décision de la CSST, la Commission de santé et de sécurité au travail.

# VAL ROYAL

## SPÉCIAUX

### 2 JOURS SEULEMENT

# ACTION DE GRÂCES

**106<sup>00</sup>\$**

taxes et service inclus par personne occ. double

**POËLE À COMBUSTION LENTE «DROLET»**

- modèle «Cassandra»
- 27" L. x 26" H. x 22" P.
- garniture en laiton et porte vitrée
- brûles réfractaires incluses
- chauffe 1500 pi ca.

**\$349**

**SCIE CIRCULAIRE 7 1/4"**

- modèle 5007NB
- lame à pointes au carbure
- coupe 2 3/8" à 90°
- 13 A
- vitesse: 5,800 t/min.

**149<sup>99</sup>**

**FIXTURE NÉON DOUBLE 48"**

- pour 2 tubes 40W non compris
- diffuseur en acrylique

**24<sup>99</sup>**

**PANNEAU DE COPEAUX DE BOIS 4' x 8'**

- grade «bricoleur»

**5<sup>99</sup>**

**ÉPINETTE 2" x 4" x 8'**

- grade utilité

**105**

**CONTREPLAQUÉ «B.C. FIR» 4' x 8'**

- beau 1 côté

**31<sup>99</sup>**

**CHAUFFE-EAU ÉLECTRIQUE «GIANT»**

- 40 gal.
- thermostat automatique

**\$147**

### La région de Québec, c'est les vacances.

**FORAÎT GRANDE-ALLÉE-QUÉBEC**

## L'OBJET DE VOTRE VISITE...

Exposition sur les objets de civilisation au Musée de la Civilisation de Québec à ne pas manquer lors de votre séjour.

- 2 nuits
- 2 déjeuners
- 2 soupers
- 1 billet pour le Musée de la Civilisation de Québec
- stationnement

**106<sup>00</sup>\$**

Hôtel Manoir Lafayette  
665, Grande-Allée Est  
1-800-363-8203

Hôtel Château Laurier  
695, Grande-Allée Est  
1-800-463-4453

L'offre se termine le 31 décembre 1990. Autres forfaits disponibles.

Restaurants participants

- Le Bonaparte  
680, Grande-Allée Est
- Le Patrimoine  
693, Grande-Allée Est

### La région de Québec, c'est les vacances.

**LES SÉJOURS DU VIEUX QUÉBEC**

## UN VOYAGE DANS LE TEMPS

Exposition "éphémère" au Musée de la Civilisation de Québec à ne pas manquer lors de votre séjour.

- 2 nuits
- 2 déjeuners
- 2 soupers
- 1 billet pour le Musée de la Civilisation de Québec
- stationnement

**111<sup>75</sup>\$**

8 hôtels ■ 4 restaurants

- Hôtel Château Bellevue  
16, rue Laporte  
1-800-463-2617
- Hôtel Château de Léry  
8, rue Laporte  
1-800-363-0036
- Auberge St-Louis  
48, rue St-Louis  
(418)692-2424
- Hôtel le Clos Saint-Louis  
71, rue St-Louis  
1-800-461-1311
- Hôtel la Maison Acadienne  
43, Ste-Ursule  
(418)694-0280
- Hôtel Cap Diamant  
39, ave. Ste-Geneviève  
(418)694-0313
- Hôtel de la Place d'Armes  
24, rue Ste-Anne  
1-800-465-7847
- La Maison du Fort  
21, ave. Ste-Geneviève  
(418)692-4375

L'offre se termine le 31 décembre 1990. Autres forfaits disponibles.

Restaurants participants

- Aux Anciens Canadiens  
34/36, rue St-Louis Vieux-Québec
- Le Petit Château  
5, rue St-Louis Vieux-Québec
- La Petite Italic  
49, rue St-Louis, Vieux-Québec
- Au Chalet Suisse (spécialités fondue et fruits de mer)  
32, rue Ste-Anne, Vieux-Québec

**BELOEIL**  
155, boul. Laurier  
**467-3358**

**TRACY**  
2425, boul. St-Louis  
**743-3321**

**CARTIERVILLE**  
12200, boul. Laurentien  
**333-8140**

**VERDUN**  
667, avenue Galt  
**766-2769**

**TERREBONNE**  
1395, boul. Moody  
**471-1122**

Prix en vigueur jusqu'au 8 octobre 1990. Venez tôt pour un meilleur choix! Prix "payez-empORTEZ" seulement.

Automobile	Mode	Consommation	Design et Art de vivre
MARDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
«General Motors en 1991: place au luxe»	«La pelure d'automne»	«Les catalogues: une façon d'accéder à plus de 500 commerces canadiens sans se déplacer»	«Le vent dans les voiles» (Meubles de design d'ici qui commencent à connaître le succès ailleurs)
Un texte de Denis Duquet	Un texte d'Anne Richer	Un texte de Danielle Bonneau	Un texte de Raymond Bernatchez

# Jacques O'Bready à la présidence de la Commission municipale du Québec

**PIERRE APRIL**  
de la Presse Canadienne  
QUÉBEC

Le premier ministre Robert Bourassa a annoncé, hier, la nomination de M. Jacques O'Bready, un ancien maire de Sherbrooke, au poste de président de la Commission municipale du Québec.

En choisissant cet expert dans le domaine des affaires municipales, le chef du gouvernement québécois avait sûrement à l'esprit les affrontements qui s'annon-

cent au cours des prochains mois dans les relations entre le Québec et les élus municipaux, surtout si les menaces à peine voilées de faire supporter aux municipalités un fardeau plus lourd de responsabilités financières se concrétisent.

Rejoint à son bureau de président de la Commission d'accès à l'information, un poste qu'il occupe depuis 1988 et qu'il quittera officiellement le 5 novembre prochain pour rejoindre la Commission municipale, M. O'Bready a indiqué qu'il était tout à fait conscient que les relations entre

les élus municipaux et le gouvernement du Québec risquent d'être plus tendues à brève échéance.

« Il est évident, a-t-il dit, que dans un tel contexte, la Commission municipale risque d'en subir des contrechocs, mais je suis aussi convaincu qu'elle sera en mesure de jouer un rôle utile. »

Bien que le mandat de la Commission est de s'assurer que les affaires municipales soient bien administrées, M. O'Bready, qui a une vaste expérience dans ce secteur puisqu'il a été élu pour la première fois conseiller de Sher-

brooke en 1971 et maire de 1974 à 1982, a clairement laissé entendre qu'il était prêt à en faire davantage si on le lui demandait.

« Si on veut profiter de mon expérience, a-t-il dit, bien sûr que je serai disponible. »

M. O'Bready possèdera un sérieux avantage dans ses nouvelles fonctions comme il le dit lui-même, parce qu'il sait très bien « ce que pensent les élus municipaux et quelles sont leurs préoccupations ».

En plus d'avoir servi comme élu, M. O'Bready a été vice-président (en 1978) et président de

l'Union des municipalités de 1979 à 1982.

De 1984 à 1988, il a aussi occupé le poste de sous-ministre aux Affaires municipales.

« L'avantage important dont je jouirai sûrement, a-t-il expliqué, c'est que je connais très bien les associations municipales et je suis au fait des affaires du ministère. »

L'expérience qu'il a acquise au cours des deux dernières années à la présidence de la Commission d'accès à l'information, cette sorte de tribunal d'appel et de conseiller auprès du gouvernement dans tout ce qui touche les

informations privilégiées détenus par l'État sur l'administration des affaires publiques et les renseignements personnels, est aussi, selon lui, un autre avantage.

Hier, M. O'Bready a lui-même annoncé à ses collaborateurs qu'il les quittait avec regret. « Mais il faut bien comprendre, a-t-il conclu, que les affaires municipales ont toujours été mon monde. »

M. Bourassa a aussi nommé M. Guy Gagnon président par intérim du Conseil permanent de la jeunesse.

M. Gagnon était vice-président de ce conseil depuis 1987.

## LES PLANCHES À VOILE EUROPÉENNES

# SUPER SOLDE

*de fin de Saison*

**SURPLUS D'INVENTAIRE**

TOUTE OFFRE RAISONNABLE SERA ACCEPTÉE

C'EST LE TEMPS DE MARCHANDER JUSQU'À 18 H DIMANCHE.

JUSQU'À 1000 VOILES, MÂTS ET WISHBONES

A PARTIR DE 99\$95

**PLANCHES «CUSTOM»**  
USAGÉES, NEUVES, DE CAT. DÉBUTANTS OU AVANCÉS

A PARTIR DE 399\$95

**SNOWBOARDS BURTON**  
A PARTIR DE 299\$95

TOUT DOIT PARTIR À TOUT PRIX!

**PLANCHES À VOILE EUROPÉENNES**

12344, boul. Laurentien 333-7247

# Des paniers pour y mettre tous vos oeufs.



Le proverbe vous a souvent mis en garde mais, cette semaine, si vous n'avez rien à perdre, vous avez tout à gagner: Des paniers à profusion: de formes diverses, des petits, des grands, des bleus, des rouges et encore... De leurs mille et un usages, on pourrait en dire long. 25% à 75% de rabais. Vous épargnez trop pour que l'on ose, alors, vous traiter de "panier percé"!

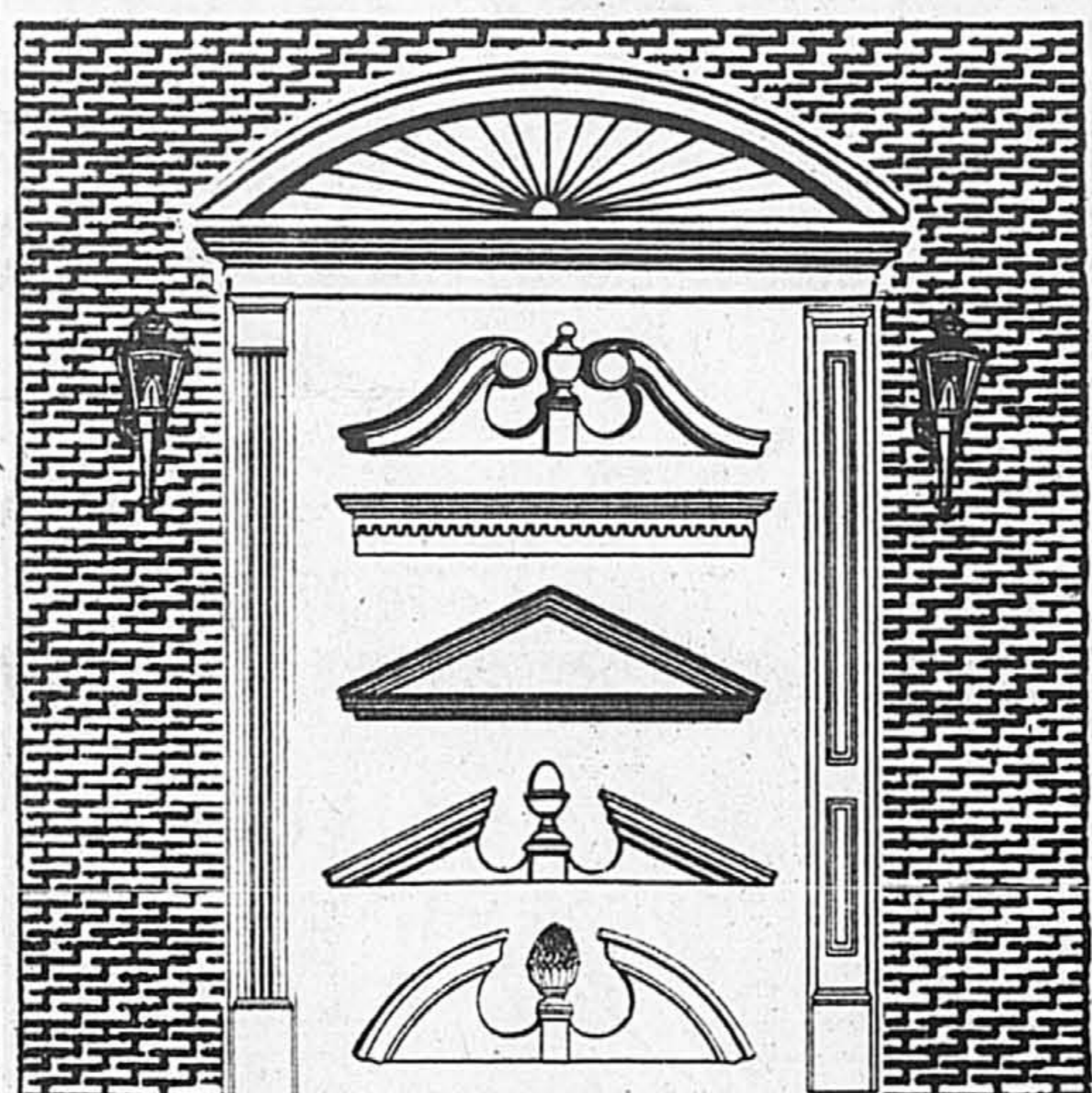
**Pier 1 imports**

Un monde à découvrir.

Prix en vigueur jusqu'au 13 octobre 90

Montréal: 1108, rue Sainte-Catherine ouest, 866-6166 • 6720, rue Saint-Hubert, 270-3054. Westmount: 4823, rue Sherbrooke ouest, 931-9128. Lun., mar., mer.: 9h30-18h. Jeu., ven.: 9h30-21h. Sam.: 9h-17h. Brossard: 5985, boul. Taschereau, 656-9383. Laval: 3485, boul. Cartier O., 681-4634. Pointe-Claire: 183, boul. Hymus, 695-1942. Saint-Léonard: 6839, rue Jean-Talon est, 256-5299. Lun., mar.: 10h-18h. Mer., jeu., ven.: 10h-21h. Sam.: 9h-17h. Ottawa: 1558, rue Merivale, 225-4790. Lun., mar. et sam.: 9h30-21h • 184, Rideau, 237-0133. Lun.-mer. et sam.: 9h30-18h. Jeu.-ven.: 9h30-21h. Ottawa, maintenant ouverts les dimanches de 12h à 17h.

## Élément architectural



TÊTES DE PORTE, PILASTRES, ARCHES, VOILETS, TÊTES DE FENÊTRE, VENTILATEURS, CONSOLES, MÉDAILLONS, PANNEAUX DE FENÊTRE, CLÉS, COLONNES DE BOIS ET D'ALUMINIUM, CHAPITEAUX, MOULURES ARCHITECTURALES, ETC.

Pour recevoir notre catalogue couleur de 70 pages, faites parvenir 3,50\$ à l'adresse mentionnée.

**MATÉRIAUX BOMAT INC.**

1212, chemin Industriel  
Bermières G7A 1A6  
(418) 831-4848

# DU MATIN AU SOIR POUR TOUT SAVOIR

### Les radiojournaux

avec Raymond Archambault

Pour être en prise directe avec l'actualité.

Tous les jours, d'heure en heure.

### Le midi-10

avec Michel Lacombe

Du lundi au vendredi 12h10

Une tribune téléphonique à votre écoute. Les sujets chauds et les grands dossiers, on en parle. Ensemble.

### Montréal-Express

avec Gérard Gravel

Du lundi au vendredi 16h05

Un retour à la maison bien informé. La météo, la circulation, la scène culturelle et les derniers développements de l'actualité.

### Les Actualités

avec Marie-Hélène Poirier

Du lundi au vendredi 17h50

Pour comprendre les événements marquants de la journée ici et sur la scène internationale.



Radio-Canada  
CBF 690

*over parle*

DU NOUVEAU... AU BOUT DU FIL!



À compter du 9 octobre 1990, vous pouvez maintenant rejoindre les bureaux du Service à la clientèle d'Hydro-Québec de votre secteur à l'aide de plusieurs nouveaux numéros de téléphone.

Composez le numéro "Pannes", accessible en tout temps, pour nous aviser de toute interruption électrique.

Téléphonez au numéro "Déménagements" pour nous communiquer à l'avance votre changement d'adresse.

Pour toute autre demande, composez le numéro "Service à la clientèle". Nos préposés se feront un plaisir de vous renseigner.

De plus, nous avons allongé nos heures de service téléphonique. Les nouveaux numéros d'Hydro-Québec sont accessibles de 8h00 à 18h00, du lundi au vendredi.

Hydro-Québec se rapproche de vous!

secteur	secteur	secteur	secteur
<b>QUEST (26)</b>	<b>SUD (22)</b>	<b>NORD (21)</b>	<b>EST (24)</b>
Service à la clientèle 338-1122	Service à la clientèle 521-4161	Service à la clientèle 381-4262	Service à la clientèle 493-9633
Pannes 338-1404	Pannes 521-1866	Pannes 381-8060	Pannes 493-9655
Déménagements 338-1688	Déménagements 521-1256	Déménagements 381-6212	Déménagements 493-9897

Les numéros (21), (22), (24), et (26), correspondent aux deux premiers chiffres de votre numéro de compte inscrits sur votre facture d'électricité.

## Les milieux d'affaires craignent le projet économique de l'ANC

« À la lecture de ce document, les investisseurs britanniques, allemands ou français ne risquent pas d'être rassurés »

d'après AFP, AP, UPI et Reuter  
JOHANNESBURG

Les milieux d'affaires sud-africains ont accueilli hier avec une dose d'inquiétude le projet de programme économique de l'ANC pronant une économie mixte génératrice d'une redistribution des ressources.

Le projet, rendu public jeudi, est un document strictement à usage interne qui a pour but de susciter au sein du Congrès national africain un débat sur les grandes orientations économiques pour l'avenir dans une Afrique du Sud démocratique.

L'intérêt qu'il revêt repose notamment sur la prudence de langage de ses auteurs, qui ont soigneusement évité de parler nationalisation — mot tabou pour les milieux d'affaires d'Afrique du Sud.

Mais ces milieux ont néanmoins réagi avec plus que de la réserve à ce projet. La Chambre de commerce d'Afrique du Sud résume bien le sentiment.

« La bonne nouvelle, c'est qu'il ne s'agit que d'un projet de document. La mauvaise, c'est qu'il demeure fortement imprégné de collectivisme, de l'idée de nationalisation et autres mesures d'interventionnisme économique », déclare-t-elle. « À la lecture de ce document de l'ANC, les investisseurs britanniques, allemands ou français ne risquent pas d'être rassurés ».

Par ailleurs, le président américain George Bush a téléphoné hier au dirigeant noir sud-africain Nelson Mandela pour l'informer de la visite récemment effectuée par le président sud-africain Frederik De Klerk à Washington, a annoncé la Maison Blanche.

La présidence américaine n'a fourni aucun détail sur cette conversation téléphonique, la deuxième rendue publique entre M. Bush et M. Mandela depuis que ce dernier a rencontré le président américain, le 25 juin dernier à Washington.

M. de Klerk avait effectué du 23 au 25 septembre dernier la première visite officielle d'un président sud-africain aux États-Unis depuis 44 ans. M. Bush avait alors qualifié d'« irréversibles » les changements engagés en Afrique du Sud sur la voie d'une élimination du régime d'apartheid.

Le président américain avait souligné que les sanctions économiques américaines à l'encontre de Pretoria devaient encore rester en place mais les responsables américains avaient indiqué que l'administration américaine en demanderait la levée dès que les conditions prévues par loi (levée totale de l'état d'urgence et libération de tous les prisonniers politiques) seraient remplies.

D'autre part, le gouvernement sud-africain a levé hier le couvre-feu à Soweto parce qu'il jugeait que les violences meurtrières entre factions rivales et la criminalité

avaient diminué de façon significative.

Le Congrès national africain (ANC) a annoncé par ailleurs que Nelson Mandela, son vice-président, rencontrerait lundi le président Frederik De Klerk à Pretoria pour discuter de la violence dans la région de Johannesburg.

« Ce ne sera pas une réunion à grande échelle, mais une réunion en tête-à-tête pour parler de la violence », a déclaré un porte-parole de l'ANC. Le bureau de De Klerk n'a pas confirmé cette information.

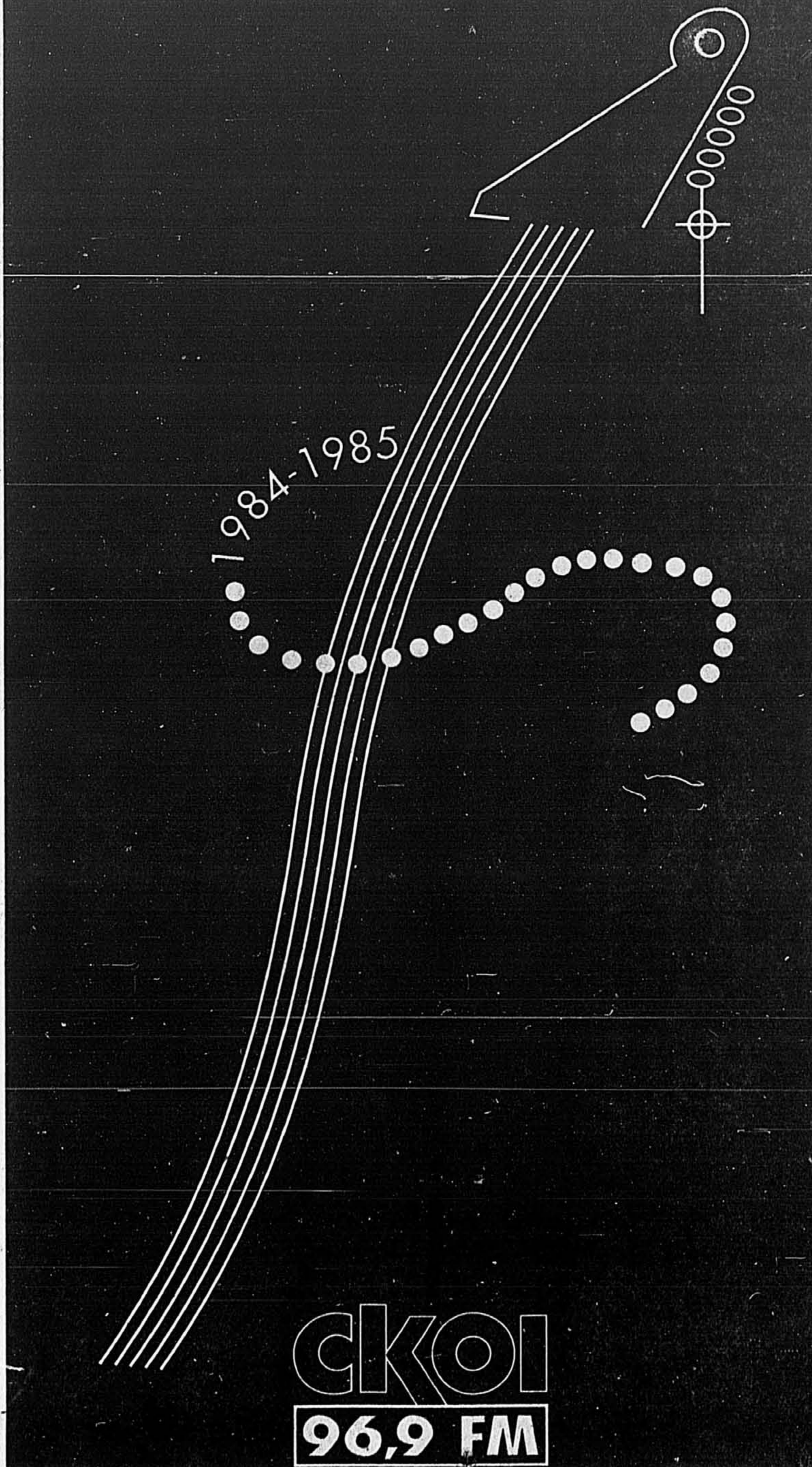
Le ministre de la Loi et de l'Ordre Adriaan Vlok a annoncé la levée à Soweto du couvre-feu imposé la semaine dernière dans sept cités noires de Johannesburg pour mettre fin aux violences qui avaient fait près de 800 morts depuis la mi-août.

Enfin, Nelson Mandela et les chefs de cinq bantoustans d'Afrique du Sud ont annoncé hier qu'ils avaient décidé de constituer un front commun anti-apartheid pour discuter de l'instauration de la démocratie avec le gouvernement de Pretoria.

« Nous pensons que dans les prochaines étapes, il nous sera possible d'agir de concert en tant que force unie, avec des vues, des tactiques et des principes similaires », a déclaré le vice-président de l'ANC à l'issue d'une rencontre avec les chefs ministres du KwaNdebele, du Quaqua, du Lebowa, du KaNgwane et du Gankulu.

# GENERATION 80 TOP 50

SAMEDI dès 10h00  
DIMANCHE dès 13h00



ckoi  
96,9 FM

# Nouvelle manif anti-blocus à Beyrouth

Agence France-Presse  
BEYROUTH

Les partisans du général Michel Aoun ont de nouveau dénoncé le blocus de leur région, entré hier dans sa deuxième semaine, alors que dans le camp adverse des forces pro-gouvernementales accusaient hier Paris de «duplicité».

Plusieurs milliers de manifestants se sont réunis devant le passage de Monteverde, à l'est de Beyrouth, qui donne accès à la montagne druze tenue par le Parti socialiste progressiste (PSP) de Walid Joublatt.

Monteverde est un des sept passages entre le Metn — 300 km

carrés qui s'étendent de Beyrouth vers le nord-est de la capitale, contrôlés par les 17 000 soldats que revendique le général Aoun — et le reste du Liban.

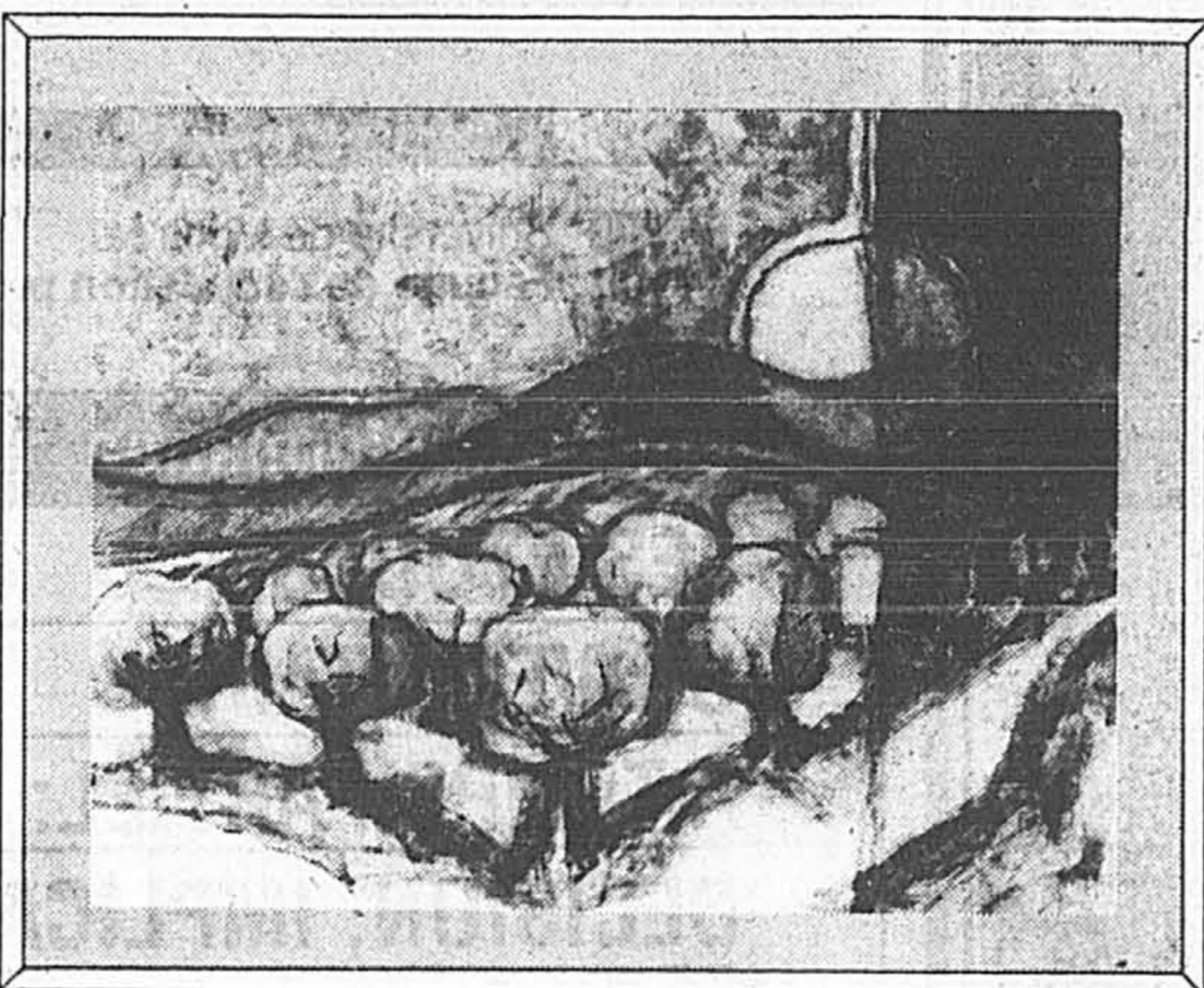
Comme les jours précédents, ils ont protesté contre l'interdiction faite par l'administration du président Elias Hraoui à tout véhicule de pénétrer dans le Metn, dont les 500 000 habitants commencent à connaître de sévères difficultés.

En dépit de la pénurie de carburants et des prix exorbitants de l'essence — le bidon de 20 litres se négocie au marché noir à plus de 60 dollars — des centaines de voitures encombraient la route conduisant à Monteverde.

Sous les pins, la manifestation s'est installée dans une atmosphère sereine: les pères de familles portaient leurs enfants sur les épaules au milieu d'une marée de drapeaux. « Nous n'avons pas peur de venir ici avec nos enfants », affirme une mère de famille de 36 ans. « En face, il y a des gens honnêtes ».

Depuis mercredi, ces manifestations se déroulent devant des passages tenus exclusivement par l'armée libanaise: d'un côté, les troupes fidèles au général Aoun et, de l'autre, celles relevant de l'administration Hraoui, commandées par le général Emile Lahoud.

# gagnez des grandes oeuvres originales

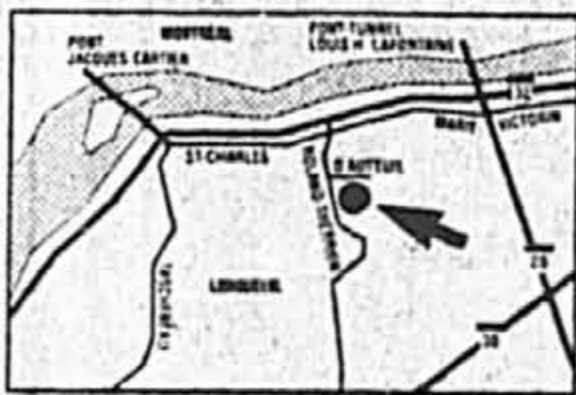


"Le mont St-Hilaire" André Michel

Participez à cette première nationale! Autant de visites chez votre nettoyeur Chatel... autant de chances de gagner une des sept toiles tirées des collections personnelles des artistes suivants: Pauline Bressan - Jacques Chevalier - Renée Du Rocher - Monique Harvey - Michel Leroux - André Michel - Richard Montpetit.

Ces tableaux d'une valeur inestimable sont exposés dans le hall de l'édifice Classique-Soprin de 10 à 16 heures du lundi au vendredi et de 11 à 15 heures le dimanche jusqu'au vendredi, 7 décembre, 1990.

Adresse: 375, boul. Roland-Therrien, Longueuil  
Le tirage aura lieu le lundi, 10 décembre 1990, à cet endroit.



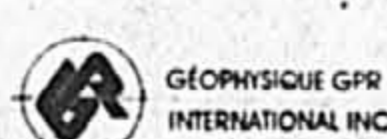
Pour une qualité supérieure

## Chatel

votre nettoyeur

Règlements affichés chez les nettoyeurs Chatel.

En collaboration avec:



GRUPE LAVO INC.

Le Groupe Mallette

OLIVIER FORD

SABEX

# POUR BIEN LANÇER VOTRE AFFAIRE

inscrivez-vous au **CONCOURS** d'excellence

# DEVEENEZ ENTREPRENEUR-E



Aujourd'hui, se lancer en affaires, ce n'est pas une mince affaire. Aussi, les Services de l'éducation aux adultes des cégeps ont mis sur pied, en collaboration avec divers partenaires du monde des affaires, le **CONCOURS D'EXCELLENCE « DEVEENEZ ENTREPRENEUR-E »**. Ce concours vise à ce que des personnes comme vous puissent se préparer à bien se lancer en affaires à l'aide de conseils judicieux et d'une bourse facilitant la création de votre entreprise.

## PLUS DE 200 000 \$ EN BOURSES

5 GRANDS PRIX AU NIVEAU PROVINCIAL :

• 1<sup>er</sup> prix : 25 000 \$ • 2<sup>e</sup> prix : 15 000 \$ • 3<sup>e</sup> prix : 10 000 \$ • 4<sup>e</sup> prix : 6 000 \$ • 5<sup>e</sup> prix : 4 000 \$

DE NOMBREUX PRIX AU NIVEAU RÉGIONAL ET LOCAL !

Ce concours ne s'adresse pas qu'aux étudiants mais bien à toute personne âgée de 18 ans ou plus, résidant au Québec et ayant rempli un **formulaire d'inscription**, avant le **26 octobre 1990**, auprès du Service de l'éducation aux adultes d'un cégep participant. Un plan d'affaires complet du projet doit être déposé avant le 1<sup>er</sup> mars 1991.

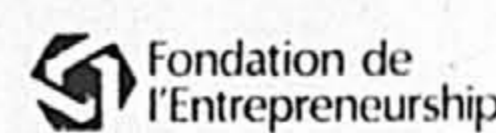
Adressez-vous au Service de l'éducation aux adultes des cégeps suivants. Vous trouverez tout le soutien nécessaire pour élaborer votre projet et, qui sait, remporter un prix **POUR BIEN LANÇER VOTRE AFFAIRE**.

### CÉGÉPS PARTICIPANTS

<b>BAS-SAINT-LAURENT — GASPÉSIE</b>	<b>MAURICIE — BOIS-FRANCS</b>	Saint-Laurent	747-8521
Rimouski 629-4141	Drummondville 478-4671	Vieux-Montréal	982-3434
Matane 562-1240	Shawinigan 539-6401	<b>LAURENTIDES ET LANAUDIÈRE</b>	
Rivière-du-Loup 867-2130	Trois-Rivières 378-4911	Joliette	759-1661
<b>SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN</b>	Victoriaville 758-6401	Lionel-Groulx	430-3120
Alma 668-7948	<b>ESTRIE</b>	Saint-Jérôme	436-1580
Chicoutimi 696-2243	Sherbrooke 564-6332	<b>MONTÉRÉGIE</b>	
Jonquière 547-3672	<b>OUTAOUAIS</b>	Edouard-Montpetit	442-0444
Saint-Félicien 679-5412	Outaouais 770-4012 et 777-7584	Granby	372-5086
<b>QUÉBEC</b>	<b>ABITIBI — TÉMISCAMINGUE</b>	Saint-Hyacinthe	773-6800
L'Amiante 338-8591	Abitibi-Témiscamingue 762-0931 poste 1230	Saint-Jean-sur-Richelieu	347-5301
F.-X. Garneau 688-8310 poste 2425	<b>RÉGION DE MONTRÉAL</b>	Valleyfield	373-9441
La Pocatière 248-7164	Maisonneuve 254-7131 poste 266	<b>CÔTE-NORD</b>	
Lévis-Lauzon 835-1421	Monimorency 667-5100	Baie-Comeau	589-5707
Limoulu 682-6656		Sept-Îles	962-9848



ACEAQC  
Association des Centres de formation aux adultes des Collèges du Québec



Ministère de l'Éducation Supérieure  
Direction générale de l'enseignement collégial



Industrie, Sciences et Technologie Canada



Services de l'éducation aux adultes des cégeps

Renseignements importants sur le programme économique du Canada et son impact sur vous.

# BIENTÔT CHEZ VOUS

Au cours des prochains jours, chaque foyer canadien recevra un guide de 8 pages contenant des renseignements importants sur le programme économique du Canada et sur l'avenir du pays. Ne manquez pas sa distribution dans votre boîte aux lettres et prenez le temps de le lire.

Si vous ne l'avez pas reçu avant le 15 octobre, appelez sans frais au numéro ci-dessous et vous recevrez un guide à votre domicile.

**1-800-267-6640**

Pour les malentendants: 1-800-267-6650.  
To obtain the English version of this publication, call 1-800-267-6620.



Gouvernement du Canada / Government of Canada

# Castro réduit de moitié les effectifs de l'appareil du PC

d'après AFP et Reuter  
LA HAVANE

L'annonce hier d'une réduction de moitié des effectifs de l'appareil du Parti communiste cubain introduit un changement de méthode au sein du parti unique cubain mais pas d'évolution sur le

fond des principes du régime marxiste de Fidel Castro, estiment les observateurs à La Havane.

Fidel Castro avait appelé samedi dernier «à sauver la patrie, la révolution et le socialisme» à Cuba alors que l'île s'enfonce dans une grave crise économique engendrée par la disparition de

ses traditionnels partenaires socialistes d'Europe de l'est et les difficultés de l'Union soviétique.

Les mesures publiées dans *Granma* pour lutter contre la «bureaucratie» et l'inflation des «aparatchiks» à tous les niveaux de l'appareil ont été prises dans le cadre de la préparation du 4e congrès du parti qui écarte tout

débat sur le principe du parti unique à Cuba.

En revanche, elles ouvrent la porte, d'une part à plus de démocratie formelle au sein du PC et, d'autre part, à un nouveau type de contrôle du Parti communiste sur l'administration du pays.

Granma annonce en effet

l'élection directe à bulletin secret des comités municipaux et provinciaux du Parti communiste.

Le parti montre aussi qu'il n'est pas mis à l'écart des restrictions et économies en tous genres frappant le pays depuis deux mois.

«L'idée directrice est que le parti exerce mieux son rôle d'orientation et de contrôle» de façon «flexible et multilatérale» mais en cessant d'entretenir des structures parallèles «à des organismes, institutions, branches ou secteurs où l'appareil d'État du pays est structuré», explique d'autre part *Granma*.

Dans le cadre de cette orientation, la réduction de 50 p. cent de l'appareil du parti pourrait présa-

ger une prochaine restructuration du gouvernement cubain.

Le changement de méthode qui accompagne la réduction du secrétariat du parti à 5 membres au lieu de 7, du nombre de départements du comité central de 19 à 9, pourrait viser également à plus d'efficacité dans l'application des décisions dans un pays menacé de naufrage politique et social.

Le pouvoir est désormais réuni dans les mains de cinq hommes: Fidel Castro, Raul Castro, Jose Ramon Machado Ventura, Julian Rizo Alvarez ainsi que Carlos Aldana Escalante, le seul à ne pas être membre du bureau politique mais qui coiffe désormais les secteurs idéologiques et les relations internationales.

**La Presse** Le Gala Excellence 1990

Samedi prochain, le cahier spécial du Gala Excellence de La Presse présente, en rétrospective, les 52

## "Personnalités de la semaine"

Ces personnes sont en nomination au titre de "Personnalité de l'année 1990" dans cinq catégories:

- Arts et spectacles
- Affaires, administration et institutions
- Sciences humaines, sciences pures et technologie
- Courage, humanisme et accomplissement personnel
- Sports et loisirs

Qui sera la **Personnalité de l'année 1990 ?**

Lisez le cahier spécial du Gala Excellence, le samedi 13 octobre dans La Presse et faites vos prédictions...

## Automobile

Lundi,

dans le cahier

automobile,

La Presse

vous propose

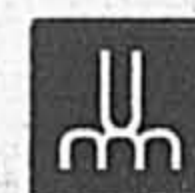
General Motors

en 1991:

place au luxe



Un article signé Denis Duquet La Presse



Université de Montréal  
Faculté de l'éducation permanente

## Soirée d'information

### LES ÉTUDES

### UNIVERSITAIRES

### À TEMPS PARTIEL:

### DÉCISION, IMPLICATIONS.

#### Conférenciers:

Anne Bélanger, conseillère en formation à la

Faculté de l'éducation permanente,

Fernand Boucher, directeur du Bureau des admissions

LE MARDI 9 OCTOBRE, DE 19:30 À 22:30

Lieux:

Pavillon

3200, rue Jean Brillant

(une hôtesse vous y accueille)

Renseignements: 343-6090

Entrée libre

APPRENDRE POUR AGIR

Les gens avertis savent que,  
grâce à la TPS,  
le prix courant des véhicules  
devrait baisser en 1991.

# Philippines: la rébellion de Mindanao en voie d'être maîtrisée

d'après AFP et UPI

MANILLE

Les forces gouvernementales fidèles à la présidente philippine Corazon Aquino achèvent leur préparation pour un assaut final contre le dernier camp militaire tenu par des militaires rebelles dans le sud du pays, a-t-on appris de sources officielles, hier à Manille.

«Nous sommes proche de la conclusion du trouble créé dans le nord de Mindanao», a déclaré à la presse le chef d'état-major de l'armée, le général Renato de Villa, réputé comme l'un des officiers les plus fidèles à Mme Aquino.

Deux avions gouvernementaux avaient auparavant bombardé le camp de Butuan (800 km au sud de Manille) évacué précipitamment par quelque deux cents rebelles.

Le colonel Alexander Noble, chef de la rébellion, selon Mme Aquino, était retranché dans un

quartier général divisionnaire à Cagayan de Oro, à 150 km à l'est de Butuan. Aucun incident n'a, en revanche, été signalé dans les autres garnisons du pays.

Des renforts gouvernementaux ont été acheminés de Manille vers Cagayan, a indiqué le général de Villa selon lequel les rebelles et leurs partisans «seront arrêtés». «S'ils veulent combattre, c'est regrettable mais ils seront battus», a-t-il ajouté.

Le colonel Noble, ancien commandant en second de la garde présidentielle de Mme Aquino, a offert d'évacuer le quartier militaire qu'il contrôle «pour protéger la paix».

Le général de Villa a ordonné l'arrestation des responsables du Mouvement pour l'indépendance de Mindanao, une petite organisation séparatiste qui a joint ses forces aux officiers rebelles responsables des récentes tentatives de coup d'Etat contre Mme Aquino en décembre dernier et en 1987.

Quelque 500 militaires rebelles avaient occupé sans affrontement dans la nuit de jeudi à vendredi deux camps militaires du nord de Mindanao et avaient proclamé l'indépendance de l'île où règne depuis toujours un fort sentiment autonomiste.

En revanche, d'autres manifestations prévues dans d'autres vil-

les «ne se sont pas produites», a indiqué le général de Villa.

Cette démonstration de force limitée survient dix mois après l'échec d'un coup d'Etat militaire contre Mme Aquino qui a déjoué six tentatives de déstabilisation depuis qu'elle a succédé en 1986 au dictateur Ferdinand Marcos.

La seule perte officielle connue concerne un pilote dont l'avion s'est écrasé pour des raisons inconnues sur l'île voisine de Cebu au retour d'une mission de reconnaissance.

En milieu de journée hier, deux avions gouvernementaux ont bombardé à la roquette le camp militaire rebelle de Butuan incen-

diant l'un des bâtiments principaux et détruisant un véhicule blindé et trois camions.

## Mode

Mardi.

dans le cahier

mode.

La Presse

vous propose

La pelure

d'automne



Un article signé

Anne

Richer

La Presse

## LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse

285-7111



Université de Montréal  
Faculté de l'éducation permanente

À la fine pointe  
des besoins actuels

## CERTIFICAT DE GÉRONTOLOGIE

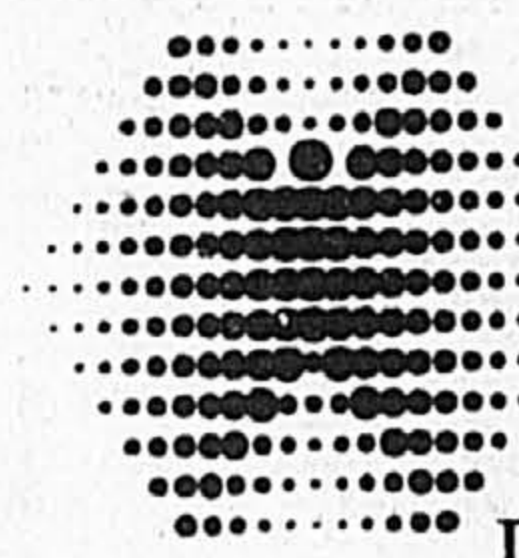
Spécialement conçu pour les intervenantes et intervenants impliqués dans le milieu, ce programme de qualité vous permettra d'approfondir vos connaissances en gérontologie.

Par ce certificat, vous pourrez accroître vos capacités professionnelles et développer une vision renouvelée de vos interventions auprès des personnes âgées.

DATE LIMITE D'ADMISSION:  
LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1990

Annuaire et formulaire de demande d'admission: 343-6090  
1-800-363-8876  
3750, rue Jean-Brillant, 3e étage  
Métro Côte-des-Neiges

APPRENDRE POUR AGIR



## KING RANCH VOUS OFFRE EN GRAND SPÉCIAL SON ÉVASION D'AUTOMNE — SEULEMENT 565 \$

Cet automne, offrez-vous trois jours de grande évasion à King Ranch. Vous y trouverez une nouvelle conception de la santé et de nombreux programmes pour vous aider à conserver longtemps après vos vacances l'énergie et l'enthousiasme que vous y aurez puisés.

VOS TROIS JOURS D'ÉVASION À KING RANCH INCLUENT :

- une évaluation privée de votre santé
- un environnement luxueux
- 3 repas de fine cuisine
- santé par jour
- un conseiller personnel de programmes
- tous les cours de conditionnement et de relaxation
- l'accès à toutes les installations de conditionnement physique et de sport
- un ensemble de services personnels et sportifs comprenant soins pour la peau et les cheveux, massages, hydrothérapie, traitements pour le corps, enveloppements d'herbes, cours de tennis et formation personnelle
- l'accès à des conseillers professionnels en santé, mode de vie et alimentation
- des séminaires quotidiens axés sur la santé
- des films à succès en soirée
- des consommations gracieusement offertes au bar International Waters

Voilà ce qui vous attend à King Ranch, le centre de mise en forme le plus réputé en Amérique du Nord, pour seulement

565 \$ par personne, occupation double, pour 2 nuits et 3 jours. Une aubaine extraordinaire, jusqu'au 30 novembre 1990. Réservez sans tarder. CERTIFICATS-CADEAUX aussi disponibles. Renseignez-vous.



KING RANCH  
Health Spa & Fitness Resort

King City, Ontario L0G 1K0 (416) 833-8332

Canada et États-Unis composez sans frais le 1-800-263-3272. Ou appelez votre agent de voyages.

Service de 17% et taxes en sus. Occupation simple 578 \$ (nombre restreint).

# 2 NOUVEAUX MAGASINS

## GRAND SOLDE D'OUVERTURE

# 50 à 70%

SUR PLANTES ARTIFICIELLES  
EN VIGUEUR JUSQU'AU 7 OCTOBRE 1990

 FICUS sur tronc comme naturel. Ord.: 79,99 <b>52<sup>99</sup></b>	 ARBRE À FLEURS Ord.: 59,99 <b>36<sup>99</sup></b>	 SPATHYPHYLLUM Ord.: 89,99 <b>39<sup>99</sup></b>	 DIFFENBACHIA Ord.: 59,99 <b>35<sup>99</sup></b>	 DRAGENA Ord.: 59,99 <b>44<sup>99</sup></b>	 ARBRE ROSIER Ord.: 99,99 <b>69<sup>99</sup></b>
---	--	--	---	--	---

### Shalimar design

HEURES D'OUVERTURE: lun. à mer. 10 h à 17 h  
jeu. et ven. 10 h à 21 h  
sam. et dim. 10 h à 17 h

NOUVEAU LAVAL  
3948, autoroute 440  
686-0827

MAGASIN PRINCIPAL  
3303, boul. Griffith  
Ville St-Laurent  
735-2365

NOUVEAU BROSSARD  
7515, boul. Taschereau ouest  
(Plaza Ventura)  
676-1476

# Les gens très avertis courent déjà chez leur concessionnaire Passeport.

C'est simple! Lorsque vous achetez un véhicule neuf chez Passeport, votre concessionnaire vous remet sur-le-champ le rabais dû à la TPS, en plus des rabais Passeport, ou du financement GMAC déjà consentis. Un seul coup d'œil au tableau suivant vous convaincra!

Modèles	Rabais TPS	Rabais Passeport	Financement GMAC*	PDSF**	Rabais totaux possibles	PDSF incluant rabais**
Optima LS 4 portes 1990 1991	550 550	1800 -	4.9%/48 mois -	12480 12800	2350 550	10130 12250
Optima 3 portes 1990 1991	550 550	1200 -	6.9%/48 mois -	9795 10105	1750 550	8045 9555
Pickup LS 1990 1991	725 725	1500 -	8.9%/48 mois -	20330 21440	2225 725	18105 20715
Trooper XS 1990 1991	1025 1025	1500 -	10.9%/48 mois -	19745 21434	2525 1025	17220 20409
Impulse XS 1990 1991	775 775	1200 -	10.9%/48 mois -	15995 16695	1975 775	14020 15920
Stylus S 1991	650	-	-	13660	650	13010

\*Possibilité de rabais TPS en sus. \*\*L'offre de rabais TPS peut être combinée uniquement avec le rabais Passeport ou avec le taux de financement. Le concessionnaire peut vendre moins cher.

\*Offre valide jusqu'à épuisement des stocks ou jusqu'au 28 décembre 1990. Tous les modèles sont couverts par la garantie de 3 ans/80000 kilomètres. Taux annuels de financement basés sur 48 mois, et consenti sans mise de fonds aux acheteurs au détail par GMAC sur approbation de crédit. Transport et préparation inclus. Voyez votre concessionnaire Passeport pour tous les renseignements ou composez sans frais le 1.800.263.1999.

**Nous savons ce que vous voulez.**



APPUYÉE PAR LES RESSOURCES INTERNATIONALES DE GENERAL MOTORS										
Passeport Décarie 5400, boul. Décarie Montréal, Québec H3X 3J1 Tel.: (514) 483-5555	Passeport Hochelaga 4500, rue Hochelaga Montréal, Québec H1V 3N8 Tel.: (514) 251-1552	Passeport Laprairie 1055, boul. Ste-Elizabeth La Prairie, Québec J5R 1W9 Tel.: (514) 659-8994	Passeport Laval 1615, boul. St-Martin Est Duvernay, Ville de Laval, Québec H7G 4R4 Tel.: (514) 385-9191	Passeport Terrebonne 705, boul. des Seigneurs Terrebonne, Québec J6W 1T5 Tel.: (514) 964-1374	Passeport Sherbrooke 4880, boul. Bourque Rock Forest, Québec J1N 1A7 Tel.: (819) 823-1400	Passeport Blainville 249, boul. Seigneurie Ouest Blainville, Québec (sortie 25 de l'autoroute des Laurentides) J7E 4H6 Tel.: (514) 437-6137	Passeport Sorel-Tracy 7025, avenue Plaza Tracy Tracy, Québec J3R 4X9 Tel.: (514) 746-1227	Passeport LaSalle 7910, boul. Newman LaSalle, Québec H8N 1X9 Tel.: (514) 365-2195	Passeport Granby 1348, rue Principale Granby, Québec J2G 8C8 Tel.: (514) 378-1404	Passeport St-Jean 385, rue Laberge St-Jean-sur-Richelieu Québec J3A 1K3 Tel.: (514) 359-1144

## Des combats éclatent à Kigali

Des soldats français, belges et zairois ont pris position au Rwanda

d'après AFP, UPI et Reuter  
KIGALI

Des soldats français, belges et zairois ont pris position hier au Rwanda où une rébellion menace le gouvernement du président Juvénal Habyarimana.

Des tirs opposant apparemment des factions rivales de l'armée rwandaise ont éclaté avant l'aube à Kigali, la capitale.

Des habitants ont signalé des combats violents près du palais présidentiel et dans une caserne proche de l'aéroport mais le calme semblait être revenu au cours de la journée.

Cent cinquante parachutistes français sont arrivés jeudi soir en provenance de Centrafrique, où ils étaient stationnés. Ils ont pris le contrôle de l'aéroport de Kigali. Ils ont été rejoints hier par 150 hommes d'une compagnie basée à N'Djamena, au Tchad.

Environ 500 parachutistes belges ont commencé à arriver hier matin. Le Zaïre a annoncé hier qu'il envoyait 500 soldats d'élite de la garde personnelle du président Mobutu Sésé Séko.

Les soldats français «travailleront en étroite coopération avec les Belges», a précisé un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. Ils sont «exclusivement» chargés de la sécurité des ressortissants français et de l'ambassade de France, selon un communiqué du Quai d'Orsay.

Le porte-parole a confirmé qu'aucun ordre d'évacuation des 670 Français résidant au Rwanda n'avait été donné mais que les départs volontaires seraient facilités.

Un vol régulier d'Air France devait décoller hier vers 17h GMT de Kigali pour Paris avec à son bord 200 Occidentaux dont 120 ou 130 Français.



Le président Juvénal Habyarimana

Le premier ministre belge, Wilfried Martens, a indiqué que la mission des soldats belges était uniquement de protéger les 1630 ressortissants belges et éventuellement de les évacuer.

«C'est une action humanitaire. Nous ne prenons pas part au combat entre l'armée rwandaise et les rebelles», a-t-il déclaré.

Dans un discours radiodiffusé à la nation, le président Habyarimana a déclaré hier que son gouvernement avait réussi à renverser la tendance face à la rébellion mais des tirs pouvaient être entendus dans la capitale au même moment.

«Le pire est passé», a-t-il dit. «Le gouvernement et les forces armées ont le contrôle total de la situation. Mais nous devons rester vigilants».

Un groupe de plusieurs centaines de rebelles armés venant d'Ouganda était entré au Rwanda dimanche. Jeudi, les rebelles étaient signalés à 70 km de Kigali.

Les soldats français protégeant l'ambassade de France ont ouvert le feu, jeudi soir, en riposte à des tirs, a-t-on appris de source française autorisée.

Hier, le ministère rwandais de la Défense a donné l'ordre à tous les habitants de rester chez eux, à l'exception des personnes travaillant pour des secteurs vitaux. Les réunions de plus de deux personnes ont été interdites.

La rébellion est dirigée par Fred Rwigyema, un Rwandais de 34 ans qui a fait carrière dans l'armée ougandaise et était jusqu'en novembre dernier vice-ministre de la Défense du gouvernement ougandais. Une grande partie des rebelles sont des soldats de l'armée ougandaise qui ont déserté, a indiqué un officier ougandais à Mbarara, près de la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda. L'Ouganda a reconnu la désertion de 1500 de ses soldats.

Le colonel Reuben Ikondere a accusé les déserteurs d'avoir volé des véhicules et des armes avant de franchir la frontière.

Selon lui, deux hélicoptères rwandais ont bombardé la frontière hier pour tenter d'empêcher des réfugiés rwandais de se joindre aux rebelles.

Ikondere a déclaré que l'Ouganda avait fermé la frontière, mais un correspondant de Reuter qui s'est rendu dans la région a constaté que de nombreux réfugiés tentaient de la franchir afin de rejoindre la rébellion.

Plus d'un demi-million de Rwandais sont réfugiés en Ouganda, au Burundi, au Zaïre et en Tanzanie. Ils appartiennent à la minorité tutsi, chassée du pouvoir par les Hutus lors d'une rébellion sanglante en 1959.

Enfin, l'Association des Canadiens d'origine rwandaise (ACOR) déplorait vivement hier, dans un communiqué, la situation qui prévaut au Rwanda et reprochait à «des militaires étrangers» de se porter «au secours d'un régime impopulaire et moribond».

## Le désarmement en Europe: la ronde du nucléaire s'engage

Agence France-Presse  
NEW YORK

Fort d'avoir réglé le problème du désarmement conventionnel en Europe, Américains et Soviétiques se sont attaqués hier à la pièce de résistance: les milliers de missiles nucléaires dont ils se menacent mutuellement.

Le secrétaire d'État américain James Baker est arrivé hier à midi à la mission soviétique auprès des Nations unies à New York pour

reprandre avec son homologue Edouard Chevardnadze les négociations START, qui doivent réduire de 30 à 35 p. cent les arsenaux stratégiques des deux superpuissances.

Chevardnadze avait déjà annoncé des «progrès substantiels» dans ces négociations mercredi, le jour où les deux hommes ont conclu un accord de principe sur tous les points importants d'un traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe.

Le ministre soviétique est ma-

nifestement décidé à aller vite en besogne et c'est devant son insistance que M. Baker est revenu à New York. Les États-Unis et l'URSS s'efforcent de conclure ce traité d'ici la fin de l'année.

Après le sommet de Washington début juin, il ne reste que trois grands dossiers à régler dans la négociation START.

«Ces trois questions demandent encore du travail, a déclaré M. Baker au début des entretiens. Nous espérons pouvoir faire des progrès».

## Togo: le régime d'Eyadéma secoué par des manifestations



d'après AFP et Reuter  
LOMÉ

Des manifestations anti-gouvernementales demandant l'introduction du multipartisme ont envahi hier les rues de Lomé, attaqué des commissariats de police et mis le feu à des voitures officielles.

La police et la gendarmerie se sont postées aux principaux carrefours de la capitale togolaise qui avait retrouvé le calme dans l'après-midi. Plusieurs véhicules calcinés jonchaient les rues.

Selon des témoins, il s'agit des troubles les plus sérieux de ces 20 dernières années dans cette ancienne colonie française de 2 000 000 d'habitants dirigée, depuis un coup d'État en 1967, par le général Gnassingbé Eyadéma.

Plusieurs personnes ont été blessées, selon des habitants, mais aucun décès n'a été signalé.

Le gouvernement a annoncé que quelques «casseurs» avaient été interpellés.

Des milliers de manifestants, emmenés par des étudiants mais parmi lesquels se trouvaient aussi de jeunes chômeurs, ont scandé des slogans hostiles à Eyadéma et au régime de parti unique.

L'émeute a débuté dans la matinée après la dispersion par la police d'une manifestation qui se déroulait à l'intérieur du tribunal de Lomé.

Une foule nombreuse y attendait le verdict du procès de deux personnes, Dossouvi Logo, journaliste, et Agbenlenko Doglo, employé de bureau, accusés d'avoir distribué des tracts hostiles à Eyadéma appelant à une insurrection.

La tension est montée quand l'annonce du verdict a été reportée sans explication. La foule a jeté des pierres sur des policiers armés de matraques avant d'envahir les rues en scandant des slogans demandant l'introduction du multipartisme.

Les deux hommes ont finalement été condamnés à cinq ans d'emprisonnement. À l'ouverture de leur procès, le 21 septembre,

ils avaient dit avoir subi des tortures au fouet et aux électrochocs.

Eyadéma et le Rassemblement du peuple togolais (RPT), seul parti autorisé, ont résisté à la pression démocratique et à l'évolution vers le pluralisme qui ont touché plusieurs pays d'Afrique, notamment le Bénin, voisin oriental du Togo.

Le gouvernement a accusé dans un communiqué des groupes organisés comprenant des étrangers d'avoir déclenché les troubles dans le tribunal. «Quelques-uns des casseurs ont été appréhendés», précise le communiqué.

donnez  
généreusement.



La Fondation  
canadienne  
du rein

Parce que la vie ça n'attend pas!

# VIVEZ BIEN INFORMÉ!

## Lundi, entrez dans la ronde de la paix à CKAC 73!

Dès 5h15, débute la «Journée de l'enfant». Des enfants de divers groupes ethniques vous informent à Bonjour Champion, se racontent à Suzanne Lévesque et font la ronde de la paix... Enfants amérindiens et blancs discutent avec André Arthur à l'Informateur et donnent leur opinion à Jean Cournoyer et Kashfin à Droit au but.

Tour à tour, ils vous émerveilleront!

## JOURNÉE DE L'ENFANT

dès lundi de 5h15 à 15h00



CKAC 73 AM  
La super station de Montréal

# Le parlement panallemand siège à Bonn

Reuter  
BONN

Le parlement allemand a ratifié hier le traité d'unité «deux plus quatre» et a fixé les modalités du premier scrutin pan-germanique, le 2 décembre.

Pour cette première séance à Bonn, les 519 députés de l'Ouest et 144 élus de l'Est s'étaient entassés dans le petit parlement de l'ancienne Allemagne occidentale.

Après la solennité de la séance inaugurale qui s'était ouverte, la veille au Reichstag, par une minute de silence à la mémoire des victimes du nazisme et du stalinisme, les députés se sont attelés hier à des tâches plus concrètes.

Ils ont débattu de la réduction du service militaire, du système électoral et d'un nouveau projet de budget — le troisième de cette année — qui prévoit un triplement du déficit pour couvrir les coûts croissants de l'unification.

Avec l'arrivée de 24 députés du Parti du socialisme démocratique (PDS) venus de l'ex-RDA sous la conduite de Gregor Gysi, c'était la première fois depuis 1953 que des élus communistes siégeaient au Bundestag.

Le traité «deux plus quatre» a été voté à une majorité écrasante, ce qui fait de l'Allemagne le premier État signataire à ratifier ce document rétablissant sa souveraineté totale.

L'accord n'entrera en vigueur officiellement qu'après sa ratifi-

cation par tous les signataires mais les quatre alliés — États-Unis, URSS, France et Grande-Bretagne — ont renoncé dès mercredi à leurs dernières prérogatives en Allemagne.

Le ministre des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher a déclaré que la renonciation aux anciens territoires allemands situés à l'Est de la ligne Oder-Neisse, la dénucléarisation de l'ancienne RDA et le plafonnement de l'armée à 370 000 hommes constituaient des étapes importantes vers un renforcement de la sécurité en Europe.

«Ils ne nous ont pas été imposés et on n'a pas dû nous les extorquer», a-t-il dit.

Les écologistes, de l'Est comme de l'Ouest, appuyés par le PDS

ont regretté que le traité n'impose pas une délimitation radicale de l'Allemagne. Les communistes ont voté en faveur du traité. Les écologistes se sont abstenus.

L'aile gauche devenue plus bruyante avec l'arrivée des élus de l'Est, a vivement critiqué la nouvelle loi électorale.

Celle-ci prévoit qu'un parti devra avoir obtenu au minimum cinq p. cent des suffrages dans une des deux zones électorales, Est ou Ouest, pour être représenté au parlement.

Le tribunal constitutionnel de RFA avait rejeté la semaine dernière une loi imposant ce seuil de cinq p. cent à l'ensemble de l'Allemagne en faisant valoir qu'il était inéquitable pour les partis récemment fondés à l'Est.

# L'Allemagne appelée à jouer un rôle clé en Europe

GILBERT GRAND  
QUÉBEC

L'Europe est à un tournant décisif de son histoire, comme elle n'en a pas connu depuis le congrès de Vienne en 1815: si elle sait saisir «la fenêtre d'opportunité» qui s'ouvre maintenant à elle, un nouvel ordre émergera, dans lequel l'Allemagne unie jouera nécessairement un rôle clé.

Intervenant lors du colloque sur l'Allemagne organisé à Québec par le Centre québécois des relations internationales (CQR), le professeur Henri Ménéudier résumait ainsi brièvement la problématique soulevée par plusieurs des participants:

— le basculement de l'ordre international ancien, avec la disparition de ses éléments conflictuels mais néanmoins «stabilisateurs» — guerre froide et division de l'Allemagne — force chacun des partenaires à se redéfinir par rapport à ce nouvel environnement, et en particulier par rapport à l'acteur et bénéficiaire principal, l'Allemagne. Ce qui ne va pas de soi.

Pour les États-Unis, par exemple, l'après-guerre froide signifie certes l'écroulement du communisme, l'affaiblissement de la puissance soviétique, mais aussi de la puissance américaine, note Wolfram Hanrieder (University of California). Après s'être affirmé dans un cadre bipolaire contre un adversaire idéologique, Washington peine à accepter son rôle de *par inter pares* dans le système multipolaire actuellement en formation.

C'est pourquoi, estime Hanrieder, même si Bush a appuyé ouvertement l'unification, des tensions semblent inévitables entre Berlin et Washington, dès lors que l'Allemagne pèsera de son vrai poids économique sur la politique européenne, principalement vers l'Est.

C'est pourquoi, selon Albert Legaux (Université Laval), Washington, qui ne peut permettre que Berlin ou Moscou domine le continent, devra oeuvrer, malgré ses réserves, au renforcement du processus d'Helsinki (CSCE).

Gerhard Kiersch (Université libre, Berlin) rappelle, pour sa part, que la division de l'Allemagne correspondait au départ aux intérêts bien compris des Occidentaux, particulièrement de la France, en raison du poids très lourd du passé. Son collègue de Bonn, Ingo Kolboom, estime qu'il y a un certain lien entre la question allemande ouverte et le statut de la France en tant que puissance moyenne particulière vis-à-vis de la RFA et en Europe. La coopération franco-allemande a modifié cette perception mais Paris a porté le débat sur l'intégration européenne (union économique et monétaire) pour neutraliser une prépondérance allemande. Cette poussée vers une intégration plus grande comme réponse à la menace du voisin trop fort vaut aussi pour les Pays-Bas. Ce que Kiersch appelle «force constructrice des craintes».

Le changement le plus radical de politique est certainement intervenu à Moscou. Hannes Adomeit (Fletcher School of Law and Diplomacy) parle d'«européanisation» de la politique so-

viétique sous Gorbatchev, articulée autour des concepts «nouvelle pensée», «liberté de choix» et surtout «maison commune européenne». Le virage amorcé quant à la question allemande s'explique certes par la crise économique en URSS et la nécessité des crédits allemands, mais aussi par cette redéfinition conceptuelle du rôle soviétique en Europe, argut-il.

Adomeit relève sept éléments qui fondent la nouvelle relation germano-soviétique, telle que dessinée lors du sommet Kohl-Gorbatchev:

- acceptation par Moscou du rôle «stabilisateur, logique et nécessaire» joué en Europe par les États-Unis et le Canada;
- acceptation de l'intégration de l'Allemagne dans l'OTAN;
- transformations des alliances militaires;
- abolition de la présence militaire soviétique en Allemagne d'ici 1994;
- réduction des forces armées allemandes à 370 000 hommes et engagement interdisant les armes ABC;
- reconnaissance finale des frontières actuelles par l'Allemagne;
- engagements économiques (18 milliards DM pour payer la relocalisation des soldats rapatriés et crédits).

En comparaison avec les coûts avancés jusqu'ici pour l'unification allemande, ces chiffres sont «pour le moins modestes», souligne Adomeit, on pourrait même accuser Gorbatchev d'avoir «bradé» ses cartes dans cette affaire.

Même s'il y a là l'amorce d'une

relation bilatérale privilégiée, son développement futur dépend grandement de l'évolution interne de l'URSS (chaos, dictature de droite ou évolution ardue vers un système pluraliste).

Anne Le Gloanec s'inquiète ici de savoir si ce rapprochement germano-soviétique, «cette nécessité de gérer la décadence soviétique» allant de pair avec la reconstruction en RDA, se fera aux dépens de l'Europe centrale (Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie) en voie de restructuration économique particulièrement difficile. La rupture des fournitures est-allemandes se fait déjà sentir.

Ces trois pays entretiennent d'ailleurs des relations fort diverses avec l'Allemagne: admiration pour le modèle démocratique allemand à Prague et Budapest, poids du passé et contentieux frontalier à Varsovie. On craint la dépendance envers ce voisin souvent arrogant mais on a besoin de son aide.

À vouloir contenter tout le monde (URSS, Est, CEE, etc), plusieurs intervenants de ce colloque de haut niveau, tels entre autres Hanrieder et Le Gloanec, ont souligné le risque pour l'Allemagne de surestimer ses capacités d'intervention, d'étirer à la limite ses ressources économiques et diplomatiques, au risque de prendre du retard face à la concurrence internationale.

C'est là sans doute une autre des manifestations de la permanence du problème allemand, de cette «singularisation» qui marque l'Allemagne et dont Paul Létourneau, coordinateur du colloque, a questionné ouvertement la pertinence.

# Bush a discuté avec le Congrès à quelques reprises de l'utilisation de la force contre l'Irak

Reuter  
WASHINGTON

Le président George Bush a discuté avec des membres du Congrès de la politique à adopter dans la crise du Golfe, y compris d'un éventuel recours à la force, a déclaré hier le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater.

«Nous avons eu de nombreux entretiens avec le Congrès sur chaque aspect de la situation dans le Golfe persique. (...) Mais il n'y a pas eu de réunion convoquée spécifiquement pour évoquer l'usage de la force», a-t-il dit, soulignant que toutes les options avaient été examinées à chaque rencontre.

Fitzwater répondait à des questions suscitées par un article du *Washington Post* hier. Selon le journal, Bush a entamé le 14 septembre une série d'entretiens sur l'usage éventuel de la force, pour répondre par avance à toute objection qui pourrait émaner du Congrès s'il envoyait des soldats américains au combat dans le Golfe.

Citant des sources proches du Congrès, le journal écrit que Bush et ses collaborateurs ont présenté divers scénarios dont l'un prévoit l'utilisation des forces aériennes américaines en coordination avec des troupes terrestres arabes pour reconquérir le Koweït.

D'autre part, un émissaire de Mikhail Gorbatchev a été reçu hier à Bagdad par le président Saddam Hussein, dont le représentant à l'ONU a lié un règlement de la crise du Golfe à celui de l'ensemble des problèmes du Proche-Orient.

Dans un bref compte rendu de l'entretien, l'agence de presse irakienne INA, rapporte que Saddam Hussein et Evgueni Primakov, membre du conseil présidentiel soviétique, ont «affirmé leur désir de paix». L'émissaire a remis à son interlocuteur une lettre du chef de l'État soviétique. On en ignore la teneur.

Avant de quitter la Jordanie

pour Bagdad, Primakov avait réaffirmé jeudi que l'URSS souhaitait une solution diplomatique à la crise née de l'invasion du Koweït.

Gorbatchev avait déclaré jeudi qu'il restait possible d'éviter une guerre dans le Golfe et a laissé entendre que Moscou n'avait toujours pas l'intention d'y envoyer des troupes.

Aux Nations unies, un représentant de l'Irak, dans un discours différé à trois reprises, a repris l'idée émise par Saddam Hussein dès les premiers jours de la crise de «coupler» un règlement de la question du Koweït à celui de l'ensemble des problèmes du Proche-Orient.

Tout en accusant Washington et ses alliés occidentaux de chercher «par leur action militaire et politique et leur campagne de désinformation (...)» à s'assurer le contrôle des puits de pétrole et à imposer au monde — en particulier aux pays du tiers monde — une hégémonie impérialiste politique, économique et militaire, le représentant a déclaré: «Si les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et le Conseil de sécurité dans son ensemble sont vraiment intéressés par le respect de la Charte et du droit international et l'instauration de la paix et de la justice dans la région, le moyen d'y parvenir est bien connu: le 12 août 1990, le président Saddam Hussein a proposé que toutes les questions concernant la région — Palestine, Liban, le Golfe et d'autres — soient examinées sur un pied d'égalité.»

À Londres, le secrétaire au Foreign office, Douglas Hurd, a exhorté Israël à négocier un accord de paix au Proche-orient lorsque l'Irak se sera retiré du Koweït.

«Israël doit saisir cette occasion. C'est peut-être sa principale chance d'assurer l'acceptation (par ses voisins) de l'État d'Israël au sein de frontières sûres», a-t-il déclaré en appelant Israël à discuter avec «des Palestiniens représentatifs».

# AYEZ VOS PAPIERS EN RÉGLE AVEC L'ENVIRONNEMENT...

Valorisant la protection de l'environnement, Pilon est fier de s'associer à des fournisseurs de prestige pour vous offrir des produits recyclés des plus pratiques. Tout particulièrement, des papiers recyclés!

# ... ET FAITES VOS BAGAGES!

En emboîtant le pas pour protéger nos richesses naturelles, vous courez la chance de remporter

**un voyage pour une ou plusieurs personnes d'une valeur maximum de 1 200\$ vers une destination de votre choix!**

Pour participer au tirage qui aura lieu le 16 novembre 1990, il vous suffit de déposer le coupon\*\* ci-joint, dûment complété, au magasin Pilon le plus près.

\* Le bon-voyage, honoré par l'agence de voyages Kuehne & Nagel de Montréal, n'est ni remboursable ni échangeable contre quelque valeur marchande. La date limite pour réclamer ce voyage est le 30 avril 1991.

\*\* Aucun fac-similé n'est accepté. Détails du concours disponibles dans les magasins Pilon.

## VOICI UN APERÇU DES PRODUITS RECYCLÉS DISPONIBLES DANS NOS MAGASINS PILON

**ENVELOPPES COUSSINÉES "JIFFY"**  
Recyclées à 100% — formats variés.  
**SPÉCIAL À PARTIR DE: 0,18\$**

**ENVELOPPES COUSSINÉES SENTINEL**  
Recyclées à 60% — fermeture auto-collante — formats variés.  
**SPÉCIAL À PARTIR DE: 0,15\$**

**RELIURES À ANNEAUX**  
Fabriquées de "Cartex" 100% recyclé dont 70% post-consommation — format: 11" x 8-1/2" 5/8" — couleurs variées.  
Rég.: 5,75\$ **SPÉCIAL: 3,49\$**

**RELIURES INFORMATIQUES**  
Fabriquées de "Cartex" 100% recyclé dont 70% post-consommation — format: 9-1/2" x 11" — couleur: brut ou bleu.  
Rég.: 10,35\$ **SPÉCIAL: 5,75\$**

**ENVELOPPES Blanche** — Fabriquée de papier 100% recyclé dont un minimum 10% post-consommation — paquet de 100 — formats variés.  
**Brune** — Fabriquée de papier recyclé à 60% dont un minimum 10% post-consommation — paquet de 100 — formats variés.  
**SPÉCIAL À PARTIR DE: 2,59\$**

**BLOC DE PAPIER**  
Fabriqué de papier 50% recyclé minimum dont au moins 5% post-consommation — disponible en blanc, ligné ou quadrillé.  
**SPÉCIAL À PARTIR DE: 0,99\$**

**BLOC STÉNO**  
Rég.: 1,59\$ **SPÉCIAL: 0,99\$**

**CHEMISES À DOSSIER**  
100% recyclées dont 75% post-consommation — boîte de 100 — format: 8-1/2" x 11" ou 8-1/2" x 14" — couleurs variées.  
**SPÉCIAL À PARTIR DE: 10,99\$**

**LIQUIDE CORRECTEUR TOUT USAGE**  
Non-toxique.  
Rég.: 1,85\$ **SPÉCIAL: 1,19\$**

**ROULEAUX POUR CALCULATRICE**  
Faits de papier recyclé à 50% avec un minimum de 5% post-consommation — paquet de 10 — format: 2-1/4" x 2-3/4".  
Rég.: 8,75\$ **SPÉCIAL: 6,25\$**

**INDEX ET INTERCALAIRES**  
Fabriqués de papier recyclé à 80% avec un minimum de 20% post-consommation — format: 11" x 8-1/2".  
**SPÉCIAL À PARTIR DE: 0,69\$**

**PANIER À REBUTS**  
Avec slogan "Nous recyclons" pour vous aider à penser recyclage.  
Rég.: 9,69\$ **SPÉCIAL: 5,89\$**

**CORBEILLE À COURRIER**  
Fait de plastique 100% recyclé — ensemble de 2 — noir.  
Rég.: 10,49\$ **SPÉCIAL: 6,39\$**

Soyez parmi les 100 premiers clients à présenter votre coupon de participation au concours à votre magasin Pilon et obtenez un produit recyclé gratuit!

# Pilon

PRODUITS DE BUREAU

Tirage: le 16 novembre 1990

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_  
Tél.: \_\_\_\_\_

Marqueurs non-toxiques, sans danger pour l'environnement.

**SURLIGNEURS SECS**  
Couleurs: Jaune, rose et orange.  
Rég.: 1,29\$ **SPÉCIAL: 0,79\$**

**MARQUEURS EFFAÇABLES À SEC**  
Rechargeables — couleurs: noir, vert, bleu et rouge.  
Rég.: 2,95\$ **SPÉCIAL: 1,79\$**

**MARQUEURS PERMANENTS**  
Couleurs: noir, bleu, rouge et vert.  
Rég.: 2,49\$ **SPÉCIAL: 1,59\$**

**POINTE FINE** — ensemble de 4  
Rég.: 5,49\$ **SPÉCIAL: 3,49\$**

MONTRÉAL	
765 Beaubien est	273-9501
Complexe Desjardins	285-5311
5200 Côte-des-Neiges	737-3361
851 D'Arcy	748-7961
3343-K boul. des Sources	684-4410
1411 Doherty	363-5550
5845 Henri-Bourassa est	321-9514
6476 Jean-Talon est	254-4943
800 Mont-Royal est	524-3081
1170 Paul (Le Windsor)	851-6640
Place Ville-Marie	861-9497
635 Président Kennedy	842-6631
6770 Sherbrooke est	256-5106
280 St-Jacques	842-1171
950 boul. St-Jean	694-0384
8559 boul. St-Laurent	381-6261
580 Ste-Catherine est	288-5566
1340 Ste-Catherine ouest	871-9444
GREENFIELD PARK	671-7277
895 boul. Taschereau	671-7277
LAVAL	
1220 Curé-Labelle	686-0333
1682 St-Martin ouest	687-7280
LONGUEUIL	
1640 Chemin Chamby	651-8654
ST-JEROME	
316-A St-Georges	436-4430
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	
355 boul. du Séminaire nord	(514) 348-0981
DRUMMONDVILLE	
400 boul. St-Joseph	(818) 474-3222
TROIS RIVIÈRES	
3530 boul. Des Forges	(819) 375-0500
SHAWINIGAN	
547, 4 <sup>e</sup> rue	(819) 536-2666
SHERBROOKE	
268 King ouest	(819) 565-9944
QUÉBEC	
ANCIENNE LORETTE	
1400 St-Jean Baptiste	(418) 672-5700
9 rue Marie-de-l'Incarnation	(418) 681-5787
RIMOUSKI	
95 St-Germain ouest	(418) 723-3066
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	
ALMA	(418) 662-6494
CHICOUTIMI	
144 rue Racine est	(418) 543-7330
JONQUÈRE	
Place Centre-Ville	
3880 boul. Harvey	(418) 547-6629
124 <sup>e</sup> av. du Port	(418) 544-8223
OTTAWA	
100 Slater	(613) 235-3331

MAGASIN ASSOCIÉ / ASSOCIATE STORE  
TERREBONNE  
1348 boul. Moody (514) 471-8704



AYEZ VOS PAPIERS EN RÉGLE... avec l'environnement

En magasin: le passeport PILON pour connaître la gamme complète de nos produits recyclés.

Cette vente est en cours du 24 septembre au 3 novembre 1990.

On trouve de tout... même un ami

# JEAN COUTU

Ouvert jusqu'à minuit

- 501 est, rue Mont-Royal, Montréal
- 1836 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal
- 405, boul. des Laurentides, Laval
- 225, boul. Taschereau, Greenfield Park

**playtex**  
Sacs jetables

**3.99**

PLAYTEX Sacs jetables pour biberons 227 ml, 100

Personnelle  
**Cure-oreilles**

**.99**

CURE-OREILLES PERSONNELLE 180

**Spécial**  
pour les tout p'tits

**Ultra Pampers**

**17.99**

PAMPERS JUMBO Couches jetables pour filles ou garçons 56, 64, 80, AU CHOIX

**BÉBÉ EN FÊTE**

Participez au concours BÉBÉ EN FÊTE et courez la chance de gagner

- 1 des 20 certificats-cadeaux comprenant un bon d'achat de 1500\$ échangeable chez BEBE-RAMA ainsi qu'un bon d'achat de 250\$ échangeable chez votre PJC JEAN COUTU ou
- 1 des 175 centres d'activités LITTLE TIKES (modèle 4719) d'une valeur approximative de 119.95\$ chacun.

En collaboration avec:  
HEINZ, PAMPERS, PABLUM, BÉBÉ-RAMA

Remplissez ce coupon et déposez-le à votre PJC JEAN COUTU

Serviettes Humides Baby Wipes PLUS EPAISSES THICKER

**2.97**

SERVIETTES HUMIDES POUR BÉBÉS PERSONNELLE • PARFUMÉES • NON PARFUMÉES 84 AU CHOIX

HEINZ JUS DE POIRE

**2/.89**

HEINZ Nourriture ou jus tamisés pour bébés (excepté dîner à la viande) 128 ml

Enfalac SIMILAC

**53.99**

Obtenez GRATUITEMENT 5 BAVOIRS JETABLES à l'achat de couches PAMPERS JUMBO 56, 64, 80 ou d'une caisse de lait ENFALAC ou SIMILAC (24 x 425 ml)

Remboursement: Groupe PJC Limite 1 coupon par client Valable du 7 au 13 octobre, 1990

**ÉCONOMISEZ 5\$**

Obtenez un rabais de 5\$ sur une caisse de lait (24 x 425 ml) ENFALAC ou SIMILAC (formule concentrée) à l'achat d'un emballage de couches PAMPERS JUMBO 56, 64 ou 80.

**53.99**

Avec l'achat de couches PAMPERS et ce coupon

SANS COUPON **58.99**

031190

**CONCOURS BÉBÉ EN FÊTE**

NOM: \_\_\_\_\_

ÂGE: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

VILLE: \_\_\_\_\_

CODE POSTAL: \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE: \_\_\_\_\_

Concours valide du 7 au 13 octobre, 1990  
Règlements disponibles en succursale.

SERVIETTES HUMIDES POUR BÉBÉS PERSONNELLE • PARFUMÉES • NON PARFUMÉES 84 AU CHOIX

**2.97**

HEINZ Nourriture ou jus tamisés pour bébés (excepté dîner à la viande) 128 ml

**2/.89**

CÉRÉALE MIXTE PABLUM

**1.47**

à l'achat de céréale pour bébés PABLUM 227 g

SANS COUPON **1.97**

Limite 1 coupon par client Valable du 7 au 13 octobre, 1990 Remboursement: A.C. Nielsen 3020041

à l'achat de céréale pour bébés PABLUM 227 g

**1.47**

AVEC COUPON **1.97**

Limite 1 coupon par client Valable du 7 au 13 octobre, 1990 Remboursement: A.C. Nielsen 3020041

ARACHIDES BLANCHIES SALÉES PJC JEAN COUTU 400 g

**1.39**

CHRISTIE Biscuits • Fudgee-O double crème • Oreo • Oreo double crème • Pépites de chocolat • Pépites de chocolat rayé 350 g AU CHOIX

**1.99**

Otrivin Nasal spray Vaporisateur nasal

**2.99**

OTRIVIN 0.1% Vaporisateur nasal décongestionnant 20 ml

TUMS Comprimés antiacide • Régulier, 150 • Extra-fort, 100

**2.77**

POP-SECRET

**.59**

MAÏS À ECLATER AU MICRO-ONDES POP SECRET 85 g AU CHOIX

VALDA Pastilles pour la gorge 55

**2.39**

TUMS Comprimés antiacide • Régulier, 150 • Extra-fort, 100

**2.77**

BAN ou ULTRA BAN Déodorisant ou antisudorifique • A bille, 75 ml • Bâton, 60 g • Aérosol, 200 ml AU CHOIX

**2.49**

PEARS Shampooing ou revitalisant 350 ml AU CHOIX

**1.89**

Personnelle Savon naturel à la GLYCERINE Natural soap

**1.59**

SAVON NATUREL À LA GLYCÉRINE PERSONNELLE 3 x 100 g

ASSOULPISSANT TEXTILE LIQUIDE PJC JEAN COUTU 3.6 L

**1.99**

FORMAT **JUMBO** PLUS GRAND

JUSQU'À **37%**

PRIX SUPER ESCOMPTE

<b>3.97</b> 12 poses	<b>7.97</b> 24 poses
<b>5.97</b> 15 poses	<b>12.97</b> 36 poses

De films couleurs 110, 126, 135 et Disc (sauf demi 135)

PROCÉDÉ COULEUR C-41

LES PROS DE LA PHOTO

SERVICE PHOTO

ALWAYS ou ALWAYS PLUS Maxi-serviettes 24, 26, 27, 30

**4.19**

VISON Revitalisant, 300 ml AU CHOIX

**.99**

NETTOYEUR POUR TOILETTE PJC JEAN COUTU 350 ml AU CHOIX

**.89**

Ouvert 7 jours, 7 soirs, tous les week-ends



Valide du 7 au 13 octobre 1990

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Spéciaux valides au comptoir seulement. Si un article venait à manquer dans une succursale, n'hésitez pas à demander un bon de garantie de prix "Mille Excuses". Le texte prévaut en tout temps, illustrations à titre indicatif seulement. Pas de vente aux marchands.

Les produits de cette page sont limités à 3 par client